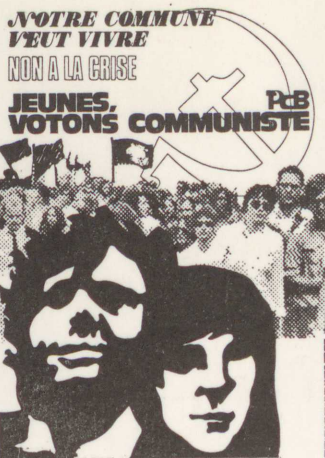




Jacques Moins

10 octobre :
des élections
politiques

Paul Goossens

« Humanisation »
du
travail ?

Pierre Joye

Points
d'interrogation
sur la crise

CAHIERS MARXISTES

revue mensuelle

Nouvelle série N° 27 (46)

7^e année — septembre 1976 — 50 F

Sommaire

Jacques Moins Rentrée politique	p. 1
Pierre Joye Points d'interrogation sur la crise et l'inflation	p. 9
Paul Goossens « Humanisation » du travail ?	p. 18
Rosine Lewin Une autre Italie	p. 28
En diagonale	p. 38
Lire des livres	p. 43
Revue des revues	p. 48

Comité de patronage : Edmond Dubrunfaut, Robert Dussart, René Noël, Willy Peers, Roger Somville, Jean Terfve

Comité de rédaction : Jacques Aron, Jean Blume, Francis Chenot, Augustin Duchateau, Pierre Joye, Rosine Lewin, René Lonnoy, Jacques Moins, Jacques Nagels, Claude Renard, Christian Vandermotten, Jean-Paul Vankeerbergen

Rédacteur en chef : Rosine Lewin

Edité sous le patronage de la Fondation Joseph Jacquemotte

Rentrée politique

La rentrée politique sera évidemment dominée par une échéance rapprochée, celle des élections communales du 10 octobre. Les états majors politiques établissent leurs stratégies en fonction de celles-ci, même s'ils s'en défendent. En toile de fond, la crise économique et les luttes sociales contribuent à donner à la consultation une importance nationale. Ses résultats auront des conséquences sur les orientations nationales et régionales de notre vie politique.

En principe la politisation incontestable des prochaines élections communales n'est pas un élément favorable pour la droite qui risque de payer le prix d'une gestion impopulaire, d'une politique d'austérité qui porte atteinte aux intérêts des travailleurs et limite drastiquement les dépenses socialement utiles, comme on vient encore de le voir dans le secteur de l'enseignement. Ce n'est pas la première fois que les élections communales peuvent revêtir dans notre pays un caractère ouvertement politique. Dans un passé récent, celles de 1964 l'avaient été particulièrement en Wallonie où l'aspiration fédéraliste et l'exigence de réformes de structures s'étaient assez nettement exprimées à l'occasion de cette consultation.

Si les « recettes » de Tindemans lui permettent de durer — ses capacités de navigateur ne sauraient être mises en doute — on peut dire qu'il pratique le cabotage politique. Utilisant les tensions communautaires pour échapper à certaines échéances sociales, invoquant la gravité de la situation économique pour reporter le règlement des problèmes institutionnels, il réussit à durer et aussi, il faut bien le reconnaître, à faire passer par bribes et morceaux, son plan d'austérité. Il s'efforce d'enfoncer un coin entre les orga-

nisations syndicales, d'affaiblir le front commun qui constitue, à n'en point douter, l'obstacle le plus sérieux à la réalisation de la politique d'austérité. Mais les résultats obtenus ne sont pas à la mesure de ses intentions. Ainsi la conférence tripartite sur l'emploi n'a pas suivi ses desseins. Les forces en présence continuent à se mesurer. Si le patronat veut imposer avec l'aide du gouvernement une politique de limitation des revenus les syndicats se refusent à l'avaliser dans certaines régions, leur opposition s'est déjà manifestée avec une vigueur précoce, compte tenu de nos traditions estivales et des hésitations de certains dirigeants CSC. Le gouvernement Tindemans biaise avec l'index, reporte des échéances, limite les dépenses d'intérêt collectif et suscite ainsi de multiples fronts de lutte qui, s'ils convergèrent, pourraient le mettre rapidement en difficulté. Il est vrai que trop souvent encore la direction de la CSC prête le flanc à des manœuvres de retardement mais les réactions des centrales professionnelles, d'organisations régionales ou tout simplement de la base syndicale rendent l'opération malaisée. En témoigne la montée des réactions très vives, face aux récentes mesures de manipulation de l'index.

Quant au contentieux communautaire, rien n'est réglé. Plus personne ne défend la régionalisation préparatoire et expérimentale, qui concernait timidement des organismes au sommet sans affaiblir les structures fondamentales de l'Etat unitaire. Les masses ne se sont pas senties concernées par ces mesures et la confusion est à son comble. L'on reparle de révision de la Constitution alors que la régionalisation prévue par l'actuelle réforme institutionnelle n'est pas encore entrée dans la réalité. Qu'il faille un nouveau dialogue de communauté à communauté montre le caractère artificiel du compromis réalisé entre les partis de droite et communautaires. Ceux-ci n'ont jamais pu dépasser l'objectif d'un aménagement superficiel de l'Etat unitaire.

Fort habilement le PSB, reprenant des exigences déjà formulées, a relancé le débat en avançant une série de propositions destinées à simplifier les institutions et à réaliser une régionalisation véritable. Les eaux politiques s'en sont trouvées agitées. Ce n'est point pour jouer au premier de la classe que nous voulons rappeler ici que le P.C.B. avait depuis longtemps déjà, sur ce terrain, avancé des propositions, traduites d'ailleurs en un texte de loi, qui entendaient donner à notre pays une véritable structure régionale. Sans attendre une nouvelle et hypothétique révision de la Constitution, il s'agissait de créer des assemblées régionales élues, des exécutifs responsables devant elles et de définir des pouvoirs et compétences précis. Ces idées se retrouvent dans la plate-forme socialiste encore que certaines imprécisions au sujet de la région bruxelloise (composition de l'assemblée, de son exécutif, limites) et les propositions relatives à la tutelle fort lourde du pouvoir central peuvent susciter des critiques légitimes. Cependant, par cette initiative, le plus grand parti ouvrier a sur le terrain communautaire permis à la gauche de reprendre l'initiative. Du coup chacun a ressorti ses propositions et la droite unitariste développe une manœuvre de grand style.

Derrière la proposition de dialogue de communauté à communauté, se dessine la tentative de mettre en veilleuse l'établissement dès à présent, d'une véritable régionalisation. Certes pour

doter les régions d'un pouvoir fiscal il faut une nouvelle révision constitutionnelle et celle-ci est également nécessaire si l'on veut simplifier nos institutions, faire disparaître les provinces par exemple. Mais le discours qui se développe actuellement sur la personnalisation des matières, soustraites par voie de conséquence au pouvoir régional, vise à diminuer l'importance de celui-ci et en fin de compte à sauvegarder au maximum les structures de l'Etat unitaire et de son exécutif qui entend bien rester maître de la situation.

Des manœuvres multiples se succèdent et s'entrecroisent. Ainsi, à la faveur de l'initiative socialiste, la relance de l'idée de la tripartite pour sauver le pays et réaliser les réformes s'est ébauchée, toutefois la proximité de l'échéance électorale l'a court-circuitée. Elle pourrait cependant renaître.

Actuellement la tendance à tout reporter après les élections communales « pour discuter dans la sérénité » l'emporte, encore que les contacts se poursuivent entre dirigeants politiques afin de relancer le dialogue communautaire et la régionalisation.

Pour nous, les réformes institutionnelles ne sauraient être séparées de réformes qui limitent le pouvoir des puissances financières attachées aux structures en place, surtout dans le climat de crise et de luttes sociales que connaît notre pays. Il ne s'agit pas d'une exigence idéologique, d'une affirmation de principe, mais d'une réalité à laquelle personne ne peut se soustraire. Sur le terrain communautaire, la gauche doit prendre l'initiative, ne pas laisser d'espace libre. C'est dans cet esprit que le conseil régional wallon du PCB avait proposé la tenue après les élections, d'Assises de la démocratie wallonne et sans attendre suggéré de prendre des initiatives politiques entre progressistes afin d'exiger une régionalisation véritable. Ce qui aurait permis d'apporter beaucoup de clarté dans les débats politiques. Il est en effet souhaitable, indispensable même que les forces progressistes expriment ensemble des vues claires sur ce terrain. Il faut bien constater que cette proposition a été très discrètement commentée dans la presse et à la radio pourtant friandes des développements communautaires mais il arrive que les guichets de Schaerbeek et autres bruyantes diversions prennent aux yeux de certains politologues plus d'importance qu'une initiative de fond. Celle-ci n'a certes pas été étrangère à une série de propositions du PSB et du PSC.

Le mécontentement suscité par la gestion gouvernementale, le pourrissement des problèmes communautaires vont évidemment politiser les élections communales. Plus d'un électeur songera à « punir » le gouvernement, à manifester par son vote son opposition à la coalition actuellement au pouvoir. Et sans doute s'en trouvera-t-il beaucoup pour exprimer leur désir d'une régionalisation effective et démocratique. Les partis l'ont compris et l'on se contentera rarement du discours étriqué sur la « gestion » municipale et le « bougmestre de tous ». C'est particulièrement vrai pour le PSB dans l'opposition. L'étroitesse de certains de ses municipalistes ne les empêchera pas d'utiliser le scrutin d'octobre comme un test antigouvernemental sans renoncer pour autant à soutenir les formules de la tripartite et de la participation à tout prix. Ils mettront en avant les conséquences de la crise, les fermetures d'entreprises, le chômage des jeunes, la vie chère, la régression sociale pour solliciter

des suffrages. Ils politiseront ainsi, immanquablement les élections et contribueront à leur donner une portée nationale et régionale importante. Même si des préoccupations étroites, des vues un peu courtes motivent cette démarche, elle peut aider à une prise de conscience.

Par ailleurs, un ministre PLP et non des moindres, abandonne le char gouvernemental et se lance dans la bataille électorale locale en s'efforçant de se dédouaner de la politique gouvernementale. Il aide ainsi son allié de demain à Liège, le PSB, à faire passer aux yeux de l'opinion publique une alliance plus que discutable.

Les partis linguistiques pour leur part joueront un air connu. Dans la région bruxelloise plus particulièrement, à la faveur des incidents providentiels de Scharbeek, ils s'efforceront d'attiser les passions linguistiques, de donner à la consultation une fois encore les allures d'un référendum. On doit regretter que certains socialistes n'aient pas résisté à cette démagogie facile. Ainsi les Rode Leeuwen acceptent de s'allier à la VU sur des listes dont le seul ciment est le caractère « flamand », ainsi certains élus schaerbeekois du PSB font cause commune avec M. Nols.

Mais la politisation a des causes bien plus profondes. De plus en plus la solution des problèmes communaux implique des choix de société, met en cause le rôle de l'Etat central, celui des puissances financières et suscite des interrogations sur les rapports des pouvoirs publics et des citoyens. Sans oublier l'incidence des fusions de communes sur la vie municipale.

L'idée de procéder à des fusions, de constituer des ensembles plus importants, est évidemment positive, elle correspond aux exigences du développement des communes à condition que de telles fusions ne soient pas imposées bureaucratiquement mais résultent de l'accord des habitants concernés, de la traduction dans les faits et dans les consciences d'une évolution qui est parfois lente. Le gouvernement a procédé par voie bureaucratique et son opération a visé surtout, quoiqu'il ait dit au Parlement, à resserrer l'emprise du pouvoir central sur les communes. Mais ce faisant, il a contribué à créer de nouvelles conditions pour la vie politique communale, qui peut se déployer dans un cadre plus large même si souvent les fusions mal préparées correspondent aussi à des calculs électoraux étroits.

Le danger qui guette l'opposition serait de se replier sur le passé et de s'user dans un combat d'arrière-garde. La manière dont le PSB a pratiqué l'opposition au Parlement lors du débat sur les fusions, débat mené tambour battant par une majorité mécanisée, n'a pas aidé à bien poser le problème. Il s'agit de créer, par la voie des fusions, des entités homogènes non pour répondre aux exigences du pouvoir central mais pour créer des ensembles qui, au delà de la fusion bureaucratique, de la décentralisation administrative, peuvent mieux que par le passé défendre les intérêts des habitants. Cela implique une attitude offensive vis-à-vis du pouvoir central, pour l'élargissement de la démocratie communale, une autre manière de faire de la politique dans les communes et une action en profondeur pour arracher des moyens financiers sérieux.

Ces idées se retrouvent dans les programmes électoraux des communistes. Le pouvoir n'a pas voulu créer des communes plus fortes mais nous pouvons l'y contraindre.

Les discours sur le nouveau pouvoir communal perdent de leur sérieux devant l'étranglement financier le poids des charges toujours plus lourdes qui accablent les communes. La gestion communale risque plus encore que par le passé de s'enfoncer dans l'immobilisme. Les communes fusionnées ou non se débattent dans d'énormes difficultés financières, les budgets communaux sont des budgets d'austérité conditionnés par le ministère de l'Intérieur, amputés par la voie de la réformation. Par exemple certaines dépenses dites facultatives comme les dépenses culturelles sont impitoyablement rabotées lorsque, et c'est souvent la règle, le budget est en déséquilibre. Le pouvoir central pèse aussi sur les choix communaux en subordonnant l'aide de l'Etat, l'attribution des dotations à des options du pouvoir communal qui doit avant de bénéficier de l'aide procéder à certaines impositions (par exemple des additionnels communaux à la contribution foncière, la taxation des immondices). Avec les fusions la situation ne se trouvera pas modifiée, bien au contraire car les dépenses mises à charge des communes vont encore augmenter.

Donner aux communes les moyens véritables de leur mission constitue un objectif fondamental de l'action des futurs élus. La tâche sera ardue compte tenu des orientations actuelles de l'Etat central. Il s'agit également, c'est l'autre volet de l'action, d'associer les populations à la gestion des grands ensembles en partant des besoins concrets, en assumant aussi de nouvelles tâches (développement économique, emploi, aménagement du territoire, lutte pour un meilleur environnement). Créer de véritables centres de contre-pouvoir ne peut se faire sans associer bien davantage qu'actuellement les électeurs et les élus. L'élargissement de la démocratie communale passe par la création dans les grands ensembles urbains de conseils de quartiers élus pour mieux assurer le contrôle démocratique. Il faut réfléchir également à des formes nouvelles de gestion qui associent les habitants à la gestion des infrastructures sociales, culturelles. Il est vrai que la nouvelle loi sur les centres publics d'aide sociale s'écarte de cette direction et a suscité l'opposition de toute la gauche. Ici encore ce n'est pas la seule modification institutionnelle qui résoudra le problème mais bien la dynamique qui peut se créer autour des conseils de quartiers comme des conseils consultatifs qui existent déjà et dont l'activité demande à être renforcée. Une démocratie communale plus vivante, faisant appel aux moyens d'information et nouant davantage le dialogue avec les électeurs doit être le fruit d'une bataille politique. Il s'agit de sortir de certaines habitudes de gestion bureaucratique qui n'entendent donner la parole à l'électeur qu'une fois tous les quatre ou tous les six ans, et laissent agir une administration qui se réfugie volontiers dans un univers technocratique et refuse l'information. La réticence de nombre de mandataires communaux à ce sujet ne doit pas faire hésiter à déployer des initiatives qui sont la condition d'une renaissance de la vie communale, en liaison avec le développement des institutions régionales qui elles aussi doivent rapprocher le pouvoir du citoyen. L'on pourra ainsi sortir d'un certain immobilisme et lier les préoccupations des administrateurs communaux à celles des habitants. Ainsi par exem-

ple la commune pourra, mieux que par le passé, se faire le porte-parole des exigences de défense de l'emploi de lutte pour un développement économique harmonieux. Elle pourra plus aisément et avec plus de poids intervenir dans les luttes sociales. Faut-il rappeler que la commune est appelée à jouer un rôle très important dans l'aménagement du territoire, et par cette voie peser sur des choix économiques. Pour cela il faut une meilleure perception régionale des exigences du développement. De plus en plus aussi, les communes sont confrontées avec les problèmes de défense de l'environnement, de lutte contre la pollution.

La volonté de gérer autrement et de redonner au pouvoir communal sa force véritable constitue un des axes du programme des communistes. Tout naturellement ils lient cette exigence à l'action contre la politique d'austérité du gouvernement, au soutien décidé aux luttes pour la défense de l'emploi.

Mais ils s'efforcent, dans la voie de la réalisation de ces objectifs, de nouer dès à présent des alliances ou de préparer les conditions pour voir de telles alliances prendre corps dans un contexte communal ou plus général. Il s'agit de regrouper ceux qui refusent de gérer la crise sur le plan communal comme à l'échelon régional ou national, de favoriser le dépôt de listes d'alliance qui s'appuient sur des regroupements de forces dont le caractère progressiste est indiscutable.

Il ne faut point céder à l'impatience dans cette action de longue haleine d'autant plus qu'un certain énervement a parfois justifié dans les milieux socialistes des compromissions et des renoncements. Le discours est connu : puisque les organisations chrétiennes sont sourdes à nos appels, que ceux d'entre eux qui nous apprécient nous rejoignent. Ou encore, puisque leurs organisations sont lentes à se décider, portons-leur des coups ou allions-nous par exemple comme à Liège-ville au... PLP.

Des succès limités, mais sans doute prometteurs, ont pu être obtenus grâce notamment aux efforts que les communistes ont déployés pour que des listes d'union soient déposées dans certaines localités. Nous n'en sommes pas encore, loin s'en faut, à une grande alliance rassemblant les trois composantes — socialiste, chrétienne, communiste — et le PSB reste à l'écart des regroupements de type UDP dans le Borinage, alors que la composante chrétienne y est souvent bien représentée. En fait, la portée politique des ententes du Brabant wallon entre socialistes, communistes et militants du GPTC ou liés au MOC dépasse pourtant de beaucoup le cadre relativement modeste des communes concernées. D'une façon générale, le processus de rapprochement des forces progressistes n'a pas été arrêté par les facteurs de concurrence que l'approche d'élections rend toujours plus aigus et il s'est même poursuivi de diverses manières sur le plan de la préparation du scrutin.

En fait, l'avenir de ce processus ne tient pas seulement aux élections communales, mais aussi aux luttes concrètes qui vont précéder le scrutin d'octobre et qui, dans l'optique des communistes, devraient donner à celui-ci le caractère d'une riposte politique aux agissements du pouvoir. L'essentiel pour le moment est d'assurer aux luttes contre la politique d'austérité tous les appuis politiques qui leur sont nécessaires pour aboutir à des résultats tangibles. C'est par ce chemin que l'on avancera vers la formation d'une alliance progres-

siste majoritaire après avoir déjoué les manœuvres de la droite qui n'en est pas à sa dernière tentative d'associer le PSB à la gestion de la crise.

On appréciera demain en fonction de ce souci les résultats des listes déposées ou soutenues par le parti communiste. A l'occasion des grandes fusions, le PCB peut se présenter dans de nouveaux ensembles ou animer des listes dans ses communes plus vastes où il était traditionnellement présent. Les candidats communistes, dans le climat des conflits sociaux ambitionnent d'être capables de participer à la gestion de grandes communes issues des fusions avec les autres composantes du rassemblement des progressistes ou encore d'animer l'opposition à la politique d'austérité. Le renforcement des positions du parti communiste aiderait sans doute à créer les conditions d'une résistance plus ample, plus efficace à cette politique. Elle pourrait aider aussi à dégager de nouvelles majorités. Une avance globale de la gauche pourrait agir dans le même sens surtout si elle s'accompagne d'une affirmation communiste.

En effet au PSB l'ambiguïté de la stratégie risque de faire tourner court un succès qui se fonderait seulement sur l'exploitation électoraliste du mécontentement sans poursuivre l'orientation vers les changements réels. En ce sens le vote communiste est un vote de clarification qui exprime la volonté d'assurer aux communes une vie démocratique et à la région une existence réelle. L'opposition du PSB reste en effet ambiguë. Elle ne subordonne pas clairement le retour éventuel des socialistes au gouvernement à l'exigence de réformes précises liées aux luttes contre la politique du pouvoir et capables de porter atteinte aux monopoles capitalistes. Le refus de prétendues « alliances obligées » avancé pour justifier l'alliance avec le PLP liégeois laisse perplexe. Il ne s'agit point de faire un procès d'intention mais de montrer que la séduction de la tripartite ou des alliances à droite exerce toujours ses effets. La manière la plus avisée de la contrecarrer, c'est de renforcer le PCB qui à cet égard exprime des intentions non équivoques.

Nul doute que les résultats de la consultation communale auront très rapidement une incidence sur les grands choix politiques qui se posent, sur la survie du gouvernement Tindemans, son replâtrage éventuel. Incontestablement la droite cherche son second souffle. Ainsi Perin dont le mot d'ordre pourrait être maintenant « tout plutôt que la gauche ou le rassemblement des progressistes » fonde un club de plus : « Réforme, Europe, Région ». Son ambition, est une fois encore de créer une force centriste en Belgique, à moins que très vite cette intention ne se fonde dans les projets de « constellation » chère à VdB et Descamps. Ceux-ci n'ont pas dit leur dernier mot. Sans doute entend-il prendre ses distances vis-à-vis du parti communautaire qu'il a animé ou lui faire opérer une reconversion qui aiderait, au prix de certains déchirements, à la constitution d'un vaste regroupement antisocialiste en Wallonie.

Les perspectives pour la gauche peuvent se préciser à condition qu'elle développe sans hésitation ni sectarisme, une action tendant à regrouper les forces de contestation de la société. La consultation électorale peut constituer une étape dans cette direc-

tion. A condition de lier les problèmes communaux concrètement aux grands choix généraux, non pas dans une approche artificielle et volontariste mais parce qu'effectivement il n'est pas de gestion démocratique possible à l'échelon de la commune sans lutte contre l'autoritarisme du pouvoir central et sa politique d'austérité. On ne peut dès lors s'étonner que dans la bataille électorale, le parti communiste mette l'accent sur la défense de l'emploi et du niveau de vie des travailleurs et définisse un programme qui globalise les exigences politiques nationale, régionale et locale en s'efforçant d'indiquer des solutions immédiates aux problèmes les plus criants. Pour les communistes la consultation communale est une occasion de plus de sensibiliser la population à ces problèmes, de faire connaître programme et solutions et au-delà de l'action de propagande, c'est aussi une occasion de lutter pour associer davantage la population à la gestion des communes et avancer les exigences de réformes institutionnelles et de structures.

A paraître vers le 15 septembre sous l'égide de la Fondation Joseph Jacquemotte

ISABELLE BLUME

un ouvrage de José Gotovitch, comprenant :

- un mémoire inédit (et inachevé) d'I. Blume sur le mouvement de la paix;
- sa vie racontée en quatre longs entretiens;
- un recueil de ses principaux articles et discours;
- des notes biographiques.

264 pages - nombreuses illustrations

La souscription, au prix de 350 F. (plus frais d'envoi : 20 F.) est ouverte jusqu'au 15 septembre. Après cette date, le prix de vente est fixé à 425 F. (plus frais d'envoi : 20 F.)

Points d'interrogation sur la crise et l'inflation

La reprise qui s'est manifestée depuis quelques mois dans la plupart des pays capitalistes va-t-elle se préciser ? Ou bien assisterons-nous à un nouveau ralentissement d'activité, à une nouvelle aggravation du chômage, à une nouvelle flambée des prix ?

Les pronostics auxquels se hasardent les tenants du régime ne sont pas encourageants. A croire un « scénario de croissance à l'horizon 1980 » élaboré récemment par le secrétariat général de l'O.C.D.E. (Organisation de coopération et de développement économique), c'est seulement en modérant leurs rythmes de croissance que les pays industrialisés pourront éviter une accélération de la hausse des prix qui entraînera une nouvelle récession. Seul « *un freinage temporaire de l'augmentation du niveau de vie* », voire « *un important transfert de ressources au détriment des salariés* » ainsi que l'abandon de la notion de plein emploi permettront d'« *éviter à l'avenir une nouvelle crise plus grave que celle que l'Occident vient de traverser* » (1).

C'est oublier que l'évolution de la conjoncture n'est pas déterminée par des mécanismes économiques aveugles et neutres. Elle dépendra du type de mesures qui seront prises, des buts qu'elles se fixeront : préserver les privilèges des bénéficiaires du régime ou assurer plus de bien-être aux travailleurs et aux masses populaires.

(1) AFP, 29 juillet 1976.

L'issue de la crise dépendra de la capacité du mouvement ouvrier de mener une lutte qui doit être en même temps économique et politique car sans changements politiques profonds il sera impossible d'apporter une solution valable aux problèmes réels de la société. D'où la nécessité de connaître la réalité dans tous ses éléments, dans toute sa complexité pour pouvoir mener cette lutte de façon efficace.

Avons-nous déployé des efforts suffisants dans ce sens ? Pour l'essentiel, on peut répondre par l'affirmative. Il suffit de se référer aux documents élaborés par le parti communiste, en particulier à l'analyse de la crise et aux propositions destinées à la surmonter de notre 22e Congrès pour s'en convaincre (2).

Cela ne signifie pas que cet effort de clarification ne doive pas être poursuivi. Si personne ne conteste que la crise qui a connu une phase aiguë en 1974-75 n'est pas seulement conjoncturelle mais atteinte les structures mêmes du système, les avis sont plus partagés quand il s'agit de préciser les causes de sa gravité exceptionnelle et de certains phénomènes qui l'accompagnent, l'inflation accélérée notamment. Des différences d'appréciation se sont manifestées même entre économistes se réclamant du marxisme, même au sein du mouvement communiste.

C'est pour cela, peut-on croire, que la Conférence des partis communistes d'Europe qui s'est tenue à Berlin (29/30 juin 1976) n'a pas procédé à une analyse approfondie de la crise qui affecte les pays capitalistes et que le document qui y fut adopté se borne à formuler à ce propos des considérations très générales.

Sur un plan plus modeste et dans un cadre très différent car il s'agissait d'une réunion de travail centrée sur un point précis, la conférence que les partis communistes des pays capitalistes d'Europe ont tenue à Stockholm (6/8 mai 1976) sur le problème de l'inflation a fait apparaître que si les participants partageaient le même point de vue pour l'essentiel, il n'en allait pas de même pour une série de problèmes dont l'analyse doit être approfondie.

Cette nécessité de pousser la recherche plus loin n'est pas seulement ressentie en Europe occidentale. Elle l'est également dans les pays socialistes. Un des meilleurs théoriciens de la R.D.A., Otto Reinhold, a souligné dans un article d'*Einheit*, mensuel publié par le SED, qu'« *un approfondissement scientifique pour établir de façon générale et approfondie le caractère de la crise actuelle du capitalisme est nécessaire. Il est clair que jusqu'à présent on n'a pas encore pu répondre avec exactitude à toutes les questions* » (3).

Puisque les *Cahiers marxistes* se fixent notamment pour tâche de contribuer à la clarification des problèmes non résolus du socialisme et du mouvement communiste international, il me paraît utile d'examiner quelques-unes des questions qui font l'objet de discussions. Pour clarifier des problèmes, il convient d'en définir les éléments et d'en préciser la portée.

(2) *Unir les masses pour sortir de la crise*. Document d'orientation adopté par le 22e Congrès du Parti communiste de Belgique.

(3) Otto Reinhold. *Die kapitalistische Krise und die ökonomische Zusammenarbeit zwischen sozialistischen und kapitalistischen Ländern*. « *Einheit* », août 1975.

LE CARACTERE DE LA CRISE

Le caractère de la crise et les causes de sa gravité exceptionnelle ne font pas seulement l'objet de discussions dans les pays capitalistes. En Union soviétique, de nombreux colloques et tables rondes y ont été consacrés, notamment à l'Institut de l'économie mondiale (IMEMO). Et il en a été de même dans plusieurs autres pays socialistes, notamment en R.D.A.

Les comptes rendus de ces débats font apparaître que les participants rappellent volontiers les analyses classiques de Marx et de Lénine et décrivent avec une grande abondance de détails les caractéristiques de la crise actuelle et les traits particuliers qu'elle prend dans les différents pays. Les explications se limitent toutefois le plus souvent à la constatation d'une nouvelle aggravation de la crise générale du capitalisme, crise dont il était depuis longtemps prévu qu'elle s'approfondirait.

Est-ce suffisant ? Est-ce exact ? Georges Marchais l'a contesté dans son intervention à la Conférence des partis communistes de Berlin : « *Nous ne considérons pas qu'il s'agit d'une simple aggravation de la crise générale du capitalisme* », a-t-il dit. « Pour nous, il s'agit d'une crise *globale*, qui présente un caractère *particulier* » (4).

Comme la « crise générale du capitalisme » est souvent évoquée pour expliquer la gravité de la crise économique de 1974-75, examinons d'abord de quoi il s'agit.

LA CRISE GENERALE DU CAPITALISME

La théorie de la *crise générale du capitalisme* est surtout développée par les auteurs soviétiques qui y distinguent d'habitude trois étapes. La première commence avec la première guerre mondiale, ou tout au moins après la révolution d'Octobre 1917 avec le détachement de la Russie du système capitaliste. La deuxième, caractérisée par l'extension du socialisme dans toute une série d'autres pays d'Europe et d'Asie, commence après la seconde guerre mondiale. La troisième commence quand la crise s'approfondit avec la désagrégation du système colonial.

D'après les manuels soviétiques, « *les principes de la crise générale du capitalisme ont été élaborés par Lénine* » (5). En fait, celui-ci n'a jamais employé l'expression qui ne figure pas non plus dans les divers manifestes et résolutions des premiers congrès de l'Internationale communiste. La théorie de la « crise générale » fut seulement consacrée plus tard : après que Staline eut évoqué, au 15e Congrès du P.C. de l'U.R.S.S. (décembre 1927), « *la crise fondamentale du capitalisme, qui surgit à la suite de la victoire de la révolution d'Octobre et du fait que l'U.R.S.S. ne fait plus partie du système capitaliste mondial* ». Le VIe Congrès de l'I.C. (septembre 1928) soulignera aussitôt que la guerre de 1914-18 « *ébranla le système capitaliste mondial et inaugura la période de sa crise générale* ».

(4) *L'Humanité*, 1 juillet 1976.

(5) *Manuel d'économie politique de l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S.* Traduction française, Paris, 1956, p. 291.

Sans doute ne faut-il pas trop s'attacher aux mots et, après tout, il importe assez peu de savoir si telle ou telle formule a été employée ou non par Lénine. Tel quel, le concept de la « crise générale » est assurément valable. Mais il l'est seulement à condition de lui donner le sens exprimé par Lénine dans les deux lignes d'un article écrit en décembre 1914 qui permettent de lui en attribuer la paternité : « *La guerre européenne constitue une crise historique très profonde, elle marque le début d'une nouvelle époque* » (6). C'est cette idée que reprendra la *Plate-forme* adoptée par le premier Congrès de l'Internationale communiste (mars 1919) : « *Une nouvelle époque est née. Époque de désagrégation du capitalisme, de son effondrement intérieur. Époque de révolution communiste du prolétariat* ». La naissance du premier État socialiste a certainement marqué un tournant dans l'histoire de l'humanité. Une contradiction entièrement nouvelle surgit à partir du moment où le capitalisme cesse d'être un système unique rayonnant sur le monde entier. Mais la *crise* qui en résulte concerne *tous* les aspects du capitalisme. Elle ne se situe pas seulement sur le plan de l'économie. Elle n'explique pas les crises économiques et les transformations qui se produisent dans les structures et le mode de fonctionnement du capitalisme. Si les crises économiques *s'inscrivent* dans le contexte de la « crise générale » — ce qui peut leur conférer une plus grande gravité — leur explication doit être cherchée dans le fonctionnement même du capitalisme, dans le mouvement contradictoire du capital lui-même.

La « crise générale » embrasse déjà toute une période historique au cours de laquelle de nombreuses transformations contradictoires se sont produites. Si le capitalisme s'est heurté à de nombreuses difficultés, il a souvent trouvé le moyen de les surmonter et il est même parvenu, tout au moins pendant les 25 années qui ont suivi la seconde guerre mondiale, à connaître un regain de vitalité qui s'est traduit, dans de nombreux pays, par des rythmes de croissance *plus rapides* que ceux atteints *avant* que ne s'ouvre sa « crise générale ».

Sous peine de dissoudre la spécificité du concept de *crise*, on ne peut donc pas se borner à évoquer la « crise générale du capitalisme » et son « aggravation » pour expliquer le caractère de la crise actuelle et les traits qui la distinguent des crises précédentes, notamment la persistance d'un taux d'inflation et d'un niveau de chômage anormalement élevés malgré le mouvement de reprise qui s'est dessiné dans la plupart des pays capitalistes à partir de l'hiver 1975-76.

LE CYCLE DE KONDRATIEFF

Une des explications proposées se réfère au retournement du cycle de Kondratieff, du « cycle long » d'environ 50 ans comportant 25 années de hausse et 25 années de baisse constaté depuis le milieu du 19^e siècle. La dernière phase de hausse ayant commencé vers 1945, au lendemain de la guerre, 1970 aurait été l'année charnière marquant le début d'une période prolongée de baisse.

(6) Lénine. Œuvres complètes, traduction française. Tome 21, p. 95.

La référence au cycle de Kondratieff est d'un maniement délicat car elle peut étayer des thèses diamétralement opposées. Les conclusions qu'en tirent des économistes marxistes comme Jacques Nagels et Ernest Mandel (7) ou des défenseurs patentés du régime comme Fernand Baudhuin et son collègue de l'« Ecole de Louvain » L.H. Dupriez sont, on s'en doute, très différentes.

Mais disons d'abord quelques mots de Kondratieff dont la carrière fut mouvementée et le destin paradoxal. Bien qu'il soit l'économiste soviétique le plus universellement connu (à cause de ses fameux « cycles »), son nom ne figure pas dans la Grande Encyclopédie soviétique. Et après avoir été durement critiqué par Trotsky en 1923, il fut une des premières victimes de Staline.

Né en 1892, Nikolaï Dmitrievitch Kondratieff fut d'abord menchévik. Adjoint du ministre du Ravitaillement dans le gouvernement Kérénsky, il se rallia au pouvoir soviétique après la révolution d'Octobre. Chargé de diriger l'Institut de la conjoncture créé à Moscou, il publia entre 1922 et 1928 les études sur les « cycles longs » qui le rendirent célèbre en Occident car les plus importantes furent traduites dès ce moment en allemand et en anglais. En Union soviétique, ses travaux suscitèrent de nombreuses polémiques et ses théories furent finalement condamnées comme « fausses et réactionnaires ». En 1930, quand commença la série des procès, Kondratieff fut accusé d'avoir créé une organisation contre-révolutionnaire, un fantomatique « parti paysan du travail » (TKP). Jugé et condamné à huis clos, il mourut dans un camp.

Kondratieff n'a pas été le premier à constater l'existence d'« ondes longues » ni même à tenter de les expliquer mais il a eu le mérite de le faire de façon systématique, si même il a pu laisser croire qu'elles sont, au même titre que les crises conjoncturelles, le résultat de la dynamique interne du capitalisme.

La plupart des économistes marxistes estiment aujourd'hui que s'il est vrai que des mouvements longs existent, ils n'ont pas forcément un caractère cyclique, car ils dépendent de conditions externes, économiques et politiques, qui ne sont pas toujours identiques.

Parmi les causes des « longues phases » d'essor, l'application des découvertes et des inventions semble jouer un rôle important : tour à tour la généralisation de machines à vapeur fabriquées mécaniquement, l'utilisation généralisée du moteur électrique et du moteur à explosion dans l'industrie, l'introduction de machines à appareillage électronique en ont marqué les débuts (8). La tendance s'inverse quand ces stimulants cessent de faire leur effet.

J'ajouterai qu'à mon avis, les modifications survenues dans les structures et les méthodes de fonctionnement du capitalisme entrent sans doute aussi en ligne de compte. La « longue phase » d'essor qui commence vers 1895 est celle où le capitalisme des monopoles se substitue au capitalisme de libre concurrence. Et c'est le recours croissant aux interventions systématiques et permanentes de l'Etat (la généralisation du « capitalisme monopoliste d'Etat ») qui permet

(7) Jacques Nagels. *Réflexions sur la nature de la crise*. « Cahiers marxistes », février 1976. Ernest Mandel. *Le capitalisme du troisième âge*. (Traduction française du *Spätkapitalismus* publié en 1972). Collection 10/18, Paris, 1976.

(8) Cf. Ernest Mandel, op. cit. Tome I, p. 235.

au capitalisme de sortir de la « longue phase » descendante dont la « grande dépression » des années 1930 marqua le point le plus bas.

De toute façon, chaque « mouvement long » ayant son cadre et ses causes spécifiques, il n'y a aucune raison de retrouver dans le futur la répétition de la même cause et du même effet, autrement dit de croire qu'une nouvelle phase d'essor suivra forcément la phase de baisse actuelle.

Présenter les « longues phases » comme de véritables cycles dépendant de la dynamique interne de l'économie conduit à des conclusions plus rassurantes pour le système. Cela ramène au mythe consolant de l'éternel retour, des vaches grasses qui succèdent toujours aux vaches maigres.

C'est bien pour cela que le professeur Baudhuin se réfère volontiers à la théorie du cycle de Kondratieff qu'il enseigne depuis l'entre-deux-guerres en l'assaisonnant à l'occasion de considérations moralisantes : « *Cette théorie des cycles a-t-elle un fondement logique ? On en a proposé plusieurs mais la véritable explication doit être la suivante : les courants se renversent lorsqu'une génération a oublié les malheurs de la génération précédente* » (9).

L'AUGMENTATION DE LA PLUS-VALUE RELATIVE

Pour comprendre ce qui se passe aujourd'hui, il est peut-être bon de se rappeler une des caractéristiques du capitalisme contemporain : l'accroissement de l'exploitation s'effectue en ordre principal sous la forme d'une augmentation de la plus-value *relative*, du « surtravail » relatif, grâce à un accroissement de la productivité.

C'est pour cette raison que le capitalisme a pu s'accommoder d'une diminution sensible de la durée du travail et d'une élévation substantielle du niveau des salaires, tout au moins dans les pays industriels développés. La productivité s'est tellement accrue que le temps de travail nécessaire à la reconstitution de la force de travail tend à devenir dérisoire. Dès lors, même avec des journées de travail plus courtes et des salaires plus élevés, la portion de travail « non-payé » (la plus-value relative) augmente fortement.

D'après Marx, c'est quand le capitalisme arrive à ce stade de son développement qu'il acquiert ses traits *spécifiques*. C'est seulement quand les forces productives atteignent un développement qui permet de donner la primauté à la plus-value *relative* que le capitalisme prend un caractère qui le distingue de tous les régimes précédents, que l'exploitation accrue peut s'accompagner d'une élévation sensible du niveau de vie des exploités.

« A son premier stade, la production capitaliste se distingue seulement d'une manière formelle des stades de production antérieurs. L'exploitation sous forme de pillage des hommes, l'esclavage, le commerce des esclaves et le travail forcé de ceux-ci, tout cela qui était acquis par la violence, le capitalisme l'obtient par l'échange... Au second stade, on produit essentiellement de la plus-value relative, due au développement des forces productives de l'ouvrier. Par rapport à sa journée de travail, elle représente

(9) Conférence donnée devant la Société d'études et d'expansion de Liège. « La Libre Belgique », 17 mars 1972.

une diminution du temps de travail nécessaire, et par rapport à la population, une diminution de la population ouvrière nécessaire (c'est donc une forme contradictoire). C'est sous cette forme que le mode de production capitaliste révèle sa nature éminemment historique » (10).

LA SURACCUMULATION DU CAPITAL

La nécessité d'accroître la productivité entraîne le développement prioritaire des dépenses pour les moyens de production. Cela se traduit par une tendance à l'élévation de la *composition organique* du capital (du rapport entre le capital constant, représentant la valeur des moyens de production, et le capital variable, indice du travail vivant). Ainsi, en face d'un même capital accumulé, la quantité de valeur ajoutée créée par les travailleurs productifs tend à diminuer. En d'autres mots, on aboutit à une *suraccumulation* du capital, à un excès de capitaux par rapport à la plus-value qu'il est possible de réaliser pour les rémunérer.

A l'époque du capitalisme classique, les crises périodiques qui font partie du fonctionnement « normal » du système apportent une solution à cette suraccumulation du capital. Cette « mise en jachère » périodique du capital sous toutes ses formes (moyens de production qui fonctionnent au ralenti, salariés en chômage) constitue du point de vue capitaliste un assainissement d'une économie momentanément engorgée.

Avec le développement du capitalisme, le problème devient plus difficile à résoudre. Il y a soixante ans déjà, dans son étude sur l'impérialisme (1916), Lénine avait souligné qu'il s'était créé un énorme « *excédent de capitaux* » dans tous les pays avancés. Il montrait que ces capitaux étaient exportés à l'étranger, dans les pays sous-développés où les profits étaient habituellement plus élevés, et que cette exportation de capitaux était devenue nécessaire par suite de la « *maturité excessive* » du capitalisme dans les pays développés (11).

Depuis lors, des changements profonds se sont produits dans le monde. La révolution d'Octobre, l'avènement de régimes socialistes dans plusieurs pays d'Europe, en Chine, au Vietnam, à Cuba, la fin du système colonial ont réduit l'aire géographique sur laquelle le capitalisme exerce sa domination. C'est sur un territoire de plus en plus restreint qu'il doit continuer à alimenter le processus d'accumulation qui est la conséquence directe de sa raison d'être : le profit. Et cela alors que pour pouvoir accumuler, il doit étendre ses débouchés, vendre la quantité de plus en plus considérable de marchandises qu'il produit pour transformer la plus-value en profit.

L'intervention directe et permanente de l'Etat dans l'activité économique en faveur des groupes capitalistes les plus puissants a permis de résoudre ce problème pour un temps. Mais comme cette intervention favorise les profits et leur accumulation en capitaux, elle ne peut empêcher la suraccumulation de persister.

(10) *Fondements de la critique de l'économie politique* (« Grundrisse »), Paris, 1968. Tome 2, pp. 300/301.

(11) Lénine. *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*. Œuvres complètes. Tome 22, p. 261.

Paul Boccara a eu le mérite d'attirer depuis plusieurs années déjà l'attention sur la portée de l'analyse théorique de la suraccumulation (12) qui s'exprime également par le sous-emploi chronique ou permanent des capacités de production (matérielles et humaines) existantes.

Cette analyse, qui est encore trop ignorée, si ce n'est par le P.C. français (13), me paraît essentielle pour comprendre les caractéristiques du capitalisme contemporain. Même si toute une série d'autres éléments interviennent également à des degrés divers, la suraccumulation du capital constitue, à mon avis aussi, le fondement de la crise de structure du capitalisme. Elle est à l'origine du chômage massif et de l'inflation persistante.

La composition organique du capital a graduellement augmenté pour atteindre à présent un niveau extrêmement élevé. La quantité de travail vivant est tellement diminuée par rapport au travail mort cristallisé dans les moyens de production du capital constant (et donc par rapport à tout le travail à rémunérer) qu'il faut augmenter considérablement la masse de la plus-value tirée d'une même quantité de travail vivant pour relever le taux du profit. Même en augmentant le taux d'exploitation, on rencontre des difficultés croissantes pour relever de façon durable le taux de profit pour le capital à l'échelle sociale totale. En conséquence, la valorisation de l'énorme capital tend à s'effectuer de plus en plus grâce à l'inflation qui constitue, depuis plusieurs décennies, une composante essentielle du développement capitaliste.

L'INFLATION PERMANENTE

L'inflation est aujourd'hui un des moyens essentiels utilisés par le capitalisme pour poursuivre le processus d'accumulation, pour maintenir le taux de profit des groupes capitalistes les plus puissants.

L'inflation a cessé d'être exceptionnelle et elle est devenue permanente. Bien qu'elle continue à être nourrie par les déficits des pouvoirs publics, sa source principale est à présent le gonflement de l'endettement privé, en premier lieu l'endettement des grandes entreprises capitalistes.

Les transformations survenues dans les mécanismes monétaires ont facilité son extension. Le privilège de battre monnaie a cessé d'être le monopole de l'institut central d'émission. Les banques ont acquis la possibilité de créer de la monnaie en quantités pratiquement illimitées. Le développement de la monnaie scripturale (crédit en compte-courant bancaire) leur permet de multiplier les moyens de paiement en gonflant les crédits qu'elles accordent.

(12) Cf. notamment Paul Boccara. *Etudes sur le capitalisme monopoliste d'Etat, sa crise et son issue*. Paris, 1973.

(13) « L'origine de la crise se trouve dans l'accaparement par la grande bourgeoisie capitaliste des ressources de notre pays et du travail de son peuple... Elle a accumulé, suraccumulé une masse énorme de capitaux privés. Mais ceux-ci ne lui rapportent plus un profit d'un taux suffisamment élevé à ses yeux ». (Document adopté par le XXe Congrès du Parti communiste français, 4/8 février 1976).

La même évolution s'est produite à l'échelle internationale : la Conférence de la Jamaïque (janvier 1976) a sanctionné la suppression de tout accrochage des monnaies à l'or (14).

Les entreprises financent aujourd'hui une partie croissante de leurs achats, de leurs paiements courants et de leurs investissements au moyen de crédits bancaires ou de crédits à long terme octroyés par des organismes de crédit publics. Mais si l'inflation facilite jusqu'à un certain point le fonctionnement du système, elle n'est pas sans dangers. Passée une certaine limite, elle tend à devenir incontrôlable et les facilités qu'elle offre se transforment en leur contraire (15).

Si le financement de l'accumulation capitaliste par la monnaie de crédit permet de reporter pour un temps la « contrainte monétaire », de distendre le lien entre marchandises et règlement monétaire effectif, il le peut seulement jusqu'à un certain point. Le crédit, loin de remplacer la monnaie, présuppose celle-ci. De même que les marchandises doivent faire la preuve de leur valeur sociale par leur conversion en monnaie, les créances, elles aussi, doivent être convertibles en monnaie, c'est-à-dire réglées. Ce règlement est différé par l'inflation mais il est difficile de le retarder indéfiniment. C'est pour cela que les mécanismes se détraquent. Il ne s'agit pas d'un accident de parcours mais d'une conséquence logique du fonctionnement du capitalisme contemporain.

POUR SORTIR DE LA CRISE

Les porte-parole du régime se gardent de reconnaître dans l'inflation un des effets de la domination économique et politique du capitalisme. Leur explication la plus courante en attribue la responsabilité à la hausse excessive des salaires, au prétendu cycle infernal des salaires et des prix. On peut certes lui opposer un cycle infernal des profits et des prix en soulignant les exigences excessives du profit dans la formation des prix. Ce faisant, on reste toutefois au niveau de la répartition du revenu, au niveau de la surface de l'économie. On néglige les conditions les plus fondamentales du processus inflationniste, les éléments qui se situent au niveau de la production elle-même. On se prive de la compréhension en profondeur des changements qui se sont opérés dans le fonctionnement du capitalisme contemporain et qui ont entraîné l'accélération de l'inflation. Or cette compréhension est nécessaire pour indiquer les conditions d'une issue véritable à la crise.

(14) Une Table ronde sur l'inflation organisée par l'IMEMO de Moscou en mars 1975 montre que certains économistes soviétiques perçoivent l'importance de cette modification. S'il s'est trouvé des participants pour estimer, comme S. Daline, que l'inflation n'est pas un événement nouveau dans l'histoire du capitalisme et que Marx et Lénine en ont défini complètement la théorie, V. Fedorov souligne les différences survenues depuis l'époque de l'étalon-or par suite du recours croissant au crédit bancaire pour financer les investissements. Alors que le crédit était autrefois limité par le rôle régulateur de l'or, il peut atteindre des dimensions gigantesques aujourd'hui. « Or, si d'un côté le crédit stimule le développement économique, de l'autre il déclenche l'inflation. En d'autres mots, le développement économique basé sur le crédit conduit à l'inflation ». (Compte-rendu publié dans les *IPW Berichte*, Berlin, août 1975).

(15) Pour plus de développements Cf. Pierre Joye. *Inflation, récession et crise du système*. « Cahiers marxistes », décembre 1974.

« Humanisation » du travail ?

On ne peut valablement analyser le mode de production capitaliste si l'on ignore son exigence fondamentale : la production de plus-value. Ainsi Marx notait-il : « Le capital n'est pas seulement, comme dit Adam Smith, le pouvoir de commandement sur le travail d'autrui, mais il est essentiellement le pouvoir de commander un travail *non-payé* » (1). Les travailleurs produisent plus qu'ils ne reçoivent, directement sous forme de salaires ou indirectement sous forme d'équipements collectifs et de services sociaux : la différence devient propriété privée des capitalistes. Le rapport entre ces deux grandeurs n'est pas constant : il y a lutte des classes dont l'enjeu est le taux d'exploitation et lutte des capitalistes entre eux dont l'enjeu est le partage de la plus-value, sa réalisation et son accumulation. C'est cette dynamique-là qui détermine le développement de la mécanisation et de l'automatisation, permettant non seulement de supprimer de la main-d'œuvre mais aussi d'augmenter la productivité de celle qui y est maintenue.

Mais en même temps que se réalise l'appropriation privée du surtravail, se développe aussi le caractère social du procès de travail : un même produit n'est plus l'œuvre d'un travailleur individuel mais d'une multitude de travailleurs spécialisés, et d'une multitude d'unités de production et d'usines fabriquant des sous-produits et des composants. Le travailleur collectif supplante ainsi le travailleur individuel et l'artisan. L'agencement et l'organisation de tâches spécialisées mais complémentaires suppose une fonction coordonnatrice qui, sous le capitalisme, n'est pas assurée collectivement mais réservée au capitaliste ou à ses représentants : « A mesure que la masse

(1) K. Marx, le Capital, Ed. Pléiade I., p. 1027.

des ouvriers exploités simultanément grandit, leur résistance contre le capitalisme grandit, et par conséquent la pression qu'il faut exercer pour vaincre cette résistance. Entre les mains du capitaliste, la direction n'est pas seulement cette fonction spéciale qui naît de la nature même du procès de travail coopératif ou social, mais elle est encore, et éminemment, la fonction d'exploiter le procès de travail social, fonction qui repose sur l'antagonisme inévitable entre l'exploiteur et la matière qu'il exploite » (2).

La division du travail revêt ainsi, sous le capitalisme un caractère social (et politique) de domination; la hiérarchie capitaliste a une double fonction : valoriser le capital fixe et variable (équipements et force de travail) et sauvegarder son droit de propriété qui lui permet d'en disposer librement. L'aliénation du travailleur (collectif) consiste donc en ce qu'il est dépossédé non seulement du produit de son travail mais de sa propre force de travail soumise à des buts qui lui sont étrangers.

LE TAYLORISME

C'est F.W. Taylor qui, au début du siècle, va systématiser les méthodes d'organisation capitaliste du travail liées au développement du machinisme et de la production en série. Le renforcement de l'autorité du capital sera assuré par la division horizontale du travail entre fonctions de direction, de conception, de contrôle et d'exécution. La division verticale vise à intensifier le rendement par la décomposition en tâches parcellaires dont les éléments sont isolés, codifiés et tarifés par des spécialistes : le bureau des méthodes, nanti d'un catalogue de « temps élémentaires », devient dans chaque usine le cénacle de l'O.S.T., l'Organisation Scientifique du Travail. Les passages célèbres de Taylor sur la « flânerie systématique » des ouvriers (3) indiquent bien que ses préoccupations ne sont pas purement techniques. Il conserve néanmoins une certaine naïveté, réelle ou affectée, que reproduiront après lui tous les « experts » en organisation : l'approche soi-disant scientifique est neutre, elle permet de déterminer objectivement et à l'abri des situations conflictuelles, le « one best way », la seule bonne manière de travailler, l'amélioration de la productivité qui en résulte devant nécessairement profiter aux deux parties en présence; les discussions collectives deviennent inutiles dès lors que les normes sont établies « scientifiquement ». La Raison et la Science feront régner l'Ordre et l'Harmonie.

En fait le taylorisme a contribué au renforcement du caractère de classe de l'organisation capitaliste du travail non seulement en créant les conditions techniques d'un accroissement du taux d'exploitation mais aussi en dépossédant plus systématiquement le travailleur de son savoir et de son savoir-faire, de son initiative et de ses capacités créatrices qui devraient lui permettre la maîtrise du procès de production. Les outils, les machines, la technologie, la science sont confisqués par le Capital qui les transforme en instruments d'exploitation.

(2) K. Marx *ibid.* p. 870.

(3) F.W. Taylor, *La Direction Scientifique des Entreprises*, Dunod 1957, réédité chez « Marabout ».

La résistance active et passive des travailleurs aux conditions de travail abrutissantes et aux cadences infernales conduit cependant le Capital à des mesures correctrices. Les chutes de rendement et les luttes organisées l'incitent à rechercher des méthodes de récupération et d'intégration des travailleurs dans le système en s'appuyant sur les observations empiriques des spécialistes de la « science du comportement » qui mettent en évidence les facteurs psychologiques qui agissent sur le rendement. Le « matériel humain » dont on avait jusqu'alors négligé d'étudier à fond le « mode d'emploi », va être analysé dans ses relations avec la machine (ergonomie) et avec son environnement humain (psycho-sociologie). Notons le caractère a priori antidémocratique de cette démarche scientifique : ce ne sont jamais les travailleurs qui formulent et résolvent eux-mêmes leurs problèmes avec l'aide de spécialistes; ce sont les spécialistes qui posent les problèmes dont la nature et les solutions doivent nécessairement être conformes aux intérêts du Capital.

Les théories de Taylor étaient en rapport avec un certain degré de développement de la technologie permettant des postes de travail isolés. L'exercice autoritaire et brutal du commandement sur une masse morcelée d'exécutants souvent analphabètes auxquels, suivant la consigne de Taylor, il était interdit de penser, n'est plus guère possible sur des travailleurs dont, contradictoirement, le niveau de scolarité augmente alors que les qualifications du travail diminuent et que les véritables « métiers » disparaissent. Les conditions de travail éprouvantes ne sont plus admises par une classe ouvrière qui sait s'organiser. Les travailleurs admettent de moins en moins les réductions d'emploi pour cause de rentabilité; ils revendiquent le contrôle sur les investissements (c'est-à-dire sur l'usage de la plus-value extorquée) et les choix technologiques; ils se créent des embryons de contre-pouvoir. Dans ces conditions, les « sciences humaines » doivent avoir pour fonction de préserver et de reproduire les rapports sociaux et techniques de production capitalistes par la mise en condition psychologique et idéologique de la force de travail.

Ces nouvelles conditions déterminent l'évolution « sociologisante » des théories psychologiques qui reconnaissent davantage l'individu comme être social, c'est-à-dire dont la personnalité est constituée, comme le souligne l'approche marxiste, par l'ensemble de ses rapports sociaux. L'origine des troubles ou déséquilibres de la conduite et de la personnalité doit être recherchée, non dans la physiologie de l'individu ou dans son « âme », mais dans les relations qu'il établit avec (et qui lui sont imposées par) son milieu social. Il faut donc optimiser ces relations : l'individu se réalise et s'épanouit dans le groupe (dynamique de groupe), se découvre dans le groupe (psychodrame, sensitivity-training, etc...), se guérit par le groupe (psychothérapie de groupe). Mais ces approches se limitent, pour des raisons idéologiques évidentes, aux relations formelles et inter-subjectives à l'intérieur de petits groupes (l'autorité, la sympathie, l'agressivité...), non aux rapports objectifs (rapport marchands, rapports de pouvoir, rapports culturels, répartition du savoir et de l'information...) qui constituent la structure de la société dans son ensemble. En réduisant les effets subjectifs de l'aliénation, on espère en préserver la réalité objective : la force de travail comme marchandise.

Les théories des « relations humaines » qui se développent vers les années '50 se limitent d'abord à améliorer le moral des travailleurs sans pour autant remettre en question la répartition et le contenu des tâches. Selon Mac Gregor il faut « accorder une attention toute particulière à la nature des relations entre les individus, à la création d'une atmosphère qui favorisera le loyalisme envers les buts de l'organisation et qui donnera la possibilité de faire preuve d'un maximum d'initiative, d'ingéniosité et d'indépendance dans leur réalisation » (4).

Les gestionnaires capitalistes vont s'apercevoir des inconvénients de l'application rigide des méthodes tayloriennes aux travaux de production en série et à la chaîne. Ceux-ci se développent considérablement : aux USA, le nombre des travailleurs affectés à des travaux de montage passe de 34 % en 1950 à 57 % en 1967. La parcellisation extrême des tâches, illustrée par l'exemple célèbre de Charlot dans les « Temps Modernes », aboutit à des cycles de travail souvent inférieurs à la minute. Dans l'industrie automobile par exemple, les cycles varient de 0,1 à 5 minutes. Les ingénieurs constatent un accroissement coûteux des malfaçons et une baisse de rendement tandis que prolifèrent les fonctions improductives dues à la multiplication des niveaux hiérarchiques (surveillance, contrôle) et aux travaux d'entretien, de manutention, de stockage, etc...

Les psychologues et sociologues du travail, de leur côté, mettent en cause les ingénieurs qui s'imaginent qu'en structurant les tâches de manière à obtenir le mode opératoire le plus « rationnel », réglé au moindre geste et au centième de minute, on réalise la meilleure organisation possible, comme si les attitudes de travail les plus appropriées étaient liées à des critères d'ordre essentiellement physiologique.

F. Herzberg, l'un des principaux théoriciens du « management par les motivations » estime que pour obtenir un rendement optimal, il faut prendre en compte aussi bien les facteurs « intrinsèques » de la tâche qui sont sa capacité de motiver les travailleurs et de satisfaire leur besoin d'épanouissement et de considération, que les facteurs « extrinsèques » qui doivent répondre à leur besoin de bien-être et de sécurité (salaires, conditions matérielles, atmosphère amicale, etc...)

Ces deux types de préoccupations vont aboutir aux techniques dites d'élargissement et d'enrichissement des tâches (job-enlargement, job-enrichment) qui consistent à regrouper des opérations et à y intégrer des opérations d'agencement, de préparation, de contrôle et d'entretien. Dans certains cas ces réformes s'étendent à la conception de la chaîne elle-même : un produit, un sous-ensemble ou un jeu de pièces est entièrement construit ou assemblé, soit par une seule personne, soit par un groupe qualifié de « semi-autonome » (il vaudrait mieux dire : semi-surveillé) lorsqu'il dispose d'une certaine latitude pour organiser son travail et régler lui-même sa cadence pour atteindre, en fin de période, la norme qui lui est imposée, « le contremaître n'étant plus alors un gendarme mais plutôt un conseiller et un dépanneur » (5). Les experts démontrent que ces

(4) Mac Gregor, *The human side of Enterprise*, Mc Graw-Hill, New York, 1960 p. 132.

(5) J. Burbidge, *Effets des méthodes de production en groupe sur l'humanisation du travail*, B.I.T., Genève 1975, p. 92.

méthodes permettent d'accroître le rendement par ouvrier et de diminuer la main-d'œuvre indirecte. Le recours aux groupes « semi-autonomes » peut aussi pallier les inconvénients de la collecte des informations techniques nécessaire à une détermination détaillée des cadences et à un planning centralisé. Il y a donc décentralisation de l'ordonnancement et auto-organisation en même temps qu'auto-contrôle du groupe, mais non bien entendu, auto-détermination des normes (6).

L'exemple de Volvo en Suède, qui fait ces temps-ci l'objet d'un battage publicitaire d'ailleurs sans rapport avec sa portée puisqu'il ne concerne que 1,3 % du total des travailleurs et que, de l'avis même des dirigeants, il ne constitue qu'une expérience dont la poursuite et surtout la généralisation sont loin d'être assurées, — est significatif : la chaîne de montage traditionnelle est remplacée par des groupes « semi-autonomes » de 15 à 25 travailleurs d'un niveau de qualification assez élevé, exécutant ensemble des tâches complexes. Les groupes travaillent dans des locaux appropriés, séparés par des zones-tampons, et décident collectivement du mode opératoire mais d'après des temps d'exécution prédéterminés par les bureaux d'étude. Au demeurant, ce nouvel aménagement a nécessité un investissement qui n'a été consenti qu'en raison de la contrainte du marché local de la main-d'œuvre (7).

La propagande actuellement menée autour d'une prétendue « humanisation » du travail apparaît donc comme une vaste tartufferie néo-taylorienne répondant aux nécessités du moment.

Le professeur W. Albeda, de Delft, définit ainsi l'opportunité des techniques de restructuration des tâches : ce sont les conditions du marché de l'emploi qui sont déterminantes; lorsque la diminution de l'offre d'ouvriers non-qualifiés (par suite de l'évolution du niveau de formation scolaire) rend de plus en plus difficile le recrutement de personnel pour le travail à la chaîne, il se crée une situation de contrainte laissant le choix entre des salaires très élevés ou des conditions de travail plus attrayantes pour la main-d'œuvre autre que les ouvriers non-qualifiés, par un élargissement des tâches et d'autres mesures de ce genre. « Une importante offre de travailleurs non-spécialisés, obligés d'accepter n'importe quel emploi, exerce évidemment l'effet contraire. (...) D'importants écarts de rémunération ne stimulent guère la mise en place de systèmes de restructuration du travail » (8). Les vocations « humanistes » affichées par certaines firmes multinationales sont en effet très sélectives : elles sont totalement absentes dans leurs filiales du Chili, du Brésil, d'Afrique du Sud, etc...

Dans la revue « Monthly Labor Review » éditée par le Ministère du Travail des USA, S. Levitan et W. Johnston, de l'Université G. Washington, réduisent sans ambages l'enthousiasme des « humanistes » : « L'idéal d'un effort commun dans lequel un groupe d'individus sont unis par une foi commune est étranger aux grandes entreprises. Ce qui intéresse celles-ci, c'est de réaliser des bénéfices et la plupart des autres objectifs sont appréciés en fonction de leur

(6) Ibid.

(7) Commission des Communautés Européennes — Conférence sur l'Organisation du travail, Bruxelles 1974, p. 64.

(8) Communautés Européennes, rapport cité, p. 199.

influence sur cette variable unique. (...) Les belles phrases sur une communauté d'intérêts ne peuvent faire table rase des conflits élémentaires entre salariés et employeurs. » Les auteurs notent que la publicité faite autour de certaines expériences plus ou moins réussies ne doit pas faire oublier les cas dont on ne parle guère : « les sociétés qui constatent que les contrôles autoritaires et les rémunérations inchangées continuent de donner d'excellents résultats et d'autre part celles dont les plans d'enrichissement des tâches et de participation ont mal tourné et qui n'ont guère envie de le crier sur les toits » (9).

LE MYTHE DE LA « DEMOCRATIE DU TRAVAIL »

La propagande pour l'humanisation et la démocratisation du travail vise donc uniquement à entretenir l'illusion que l'abandon des principes tayloriens de division du travail est compatible avec le mode de production capitaliste.

Les théoriciens de la tendance dite « socio-technique » (Cooper, Emery, Trist, Thorsrud, etc...) considèrent qu'aussi bien les ingénieurs industriels que les psychologues du travail commettent l'erreur de considérer séparément les « besoins de la technologie » et ceux de l'homme. Il faut, disent-ils, réconcilier les systèmes techniques et les systèmes humains qui ne sont pas nécessairement antagonistes. « L'évolution des technologies obéit aux lois de la physique, de la chimie et de l'ingénierie; le comportement de l'homme obéit aux lois de la biologie, de la psychologie et de la sociologie. » Pour exprimer les relations entre l'homme et la technologie il fallait, dit E. Trist, « un concept nouveau qui permettrait non seulement de les étudier, mais encore de les améliorer, (...) on inventa le terme de système socio-technique » (10). Ce qu'ils refusent de voir, c'est que l'antagonisme se situe à l'intérieur du système social lui-même : le capital comme rapport social d'exploitation se sert de la machine et de la science contre les travailleurs. Et s'il est vrai que les lois de la physique et de la chimie sont indépendantes des systèmes sociaux, l'ingénierie, elle, est le fait de l'homme. La technologie est appliquée et se développe (ou ne se développe pas) en fonction du taux d'exploitation et du taux de profit escompté, aussi bien d'ailleurs au niveau du travail qu'il faut non pas alléger et ennoblir, mais *intensifier* (production et accumulation de plus-value) que de la consommation qu'il faut non pas améliorer et raffiner, mais *accélérer* (réalisation de la plus-value). La machine automatique qui devrait être un instrument de progrès en ce qu'elle peut libérer l'homme des tâches pénibles et réduire le temps de travail nécessaire à la production pour les besoins, lui permettant d'accéder à un niveau de compétence et de culture plus élevé, produit sous le mode de production capitaliste l'effet inverse : elle asservit l'homme, réduit ses qualifications, l'appauvrit culturellement et le condamne à l'inactivité forcée et au chômage.

Il reste que la mise en cause, pour des raisons « d'optimisation du système socio-technique », des modèles tayloriens de la gestion du travail est considérée avec méfiance par les dirigeants d'entreprise en ce qu'elle conduit implicitement à reconnaître que la division capitaliste du travail n'a comme seule raison d'être que le main-

(9) Article repris par « La Documentation Française », nov. 1973, p. 3 et suiv.

(10) Communautés européennes, rapport cité, p. 47.

tien du pouvoir capitaliste puisqu'elle s'avère, en définitive, techniquement inadéquate.

En son temps Marx avait déjà eu l'occasion d'ironiser sur les appréhensions des capitalistes; dans le « Capital » il cite un article du « Spectator » de 1866 à propos des essais coopératifs de Rochdale : « Ils démontrent que des associations ouvrières peuvent conduire et administrer avec succès des boutiques, des fabriques dans toutes les branches de l'industrie et en même temps améliorer extraordinairement la condition des travailleurs mais... on ne voit pas bien quelle place elle laisse aux capitalistes » (11).

La solution que tente de trouver le patronat est d'ordre idéologique et politique : lorsque la délégation des responsabilités et l'organisation du travail en groupes plus ou moins « autogérés » (D.P.O. ou « Direction participative par Objectifs », « product-teams », etc.) répondent à une nécessité objective de gestion capitaliste, elles sont soigneusement conçues en vue de faire assumer par les travailleurs eux-mêmes les exigences de rentabilité et de rationalisation et d'introduire un esprit corporatiste de rivalité à l'intérieur de l'usine ou du conglomérat. Les « groupes de concertation », organisés et manipulés par les chefs ou par leurs « experts » visent à désarticuler les organes représentatifs des travailleurs notamment en court-circuitant les conseils d'entreprise et les comités de sécurité et d'hygiène.

Dans son ouvrage « Parole de Patron », J. Chenevier, P.D.G. de la B.P. française, écrit textuellement : « L'imbrication du social et du politique fait que l'attitude générale du chef d'entreprise ne peut plus être neutre en termes politiques. L'organisation des rapports sociaux dans l'entreprise, l'attitude vis-à-vis des syndicats, la politique de formation et d'information, le style de direction plus ou moins participatif, tout cela est nécessairement interprété en choix politiques » (12).

LA DEMOCRATIE EST L'AFFAIRE DES TRAVAILLEURS

Dans le « Manifeste Communiste » Marx résume ainsi la contradiction entre le développement des forces productives et des rapports de production qui caractérise le mode de production capitaliste : « Pour exister et pour dominer, il faut à la classe bourgeoise une chose essentielle : l'accumulation de la richesse entre les mains des particuliers, la formation et l'accroissement du capital; la condition du capital, c'est le salariat. Le salariat repose exclusivement sur la concurrence des travailleurs entre eux. Le progrès de l'industrie, dont la bourgeoisie est le véhicule passif et inconscient, remplace peu à peu l'isolement des travailleurs, né de la concurrence, par leur union révolutionnaire au moyen de l'association. A mesure que la grande industrie se développe, la base même sur laquelle la bourgeoisie a assis sa production et son appropriation des produits se dérobe sous ses pieds. Ce qu'elle produit avant tout, ce sont ses propres fossoyeurs » (13).

Cette contradiction atteint un seuil critique à mesure que s'accroissent d'une part la concentration monopolistique du capital et le

(11) Le Capital, éd. Pléiade I., p. 870, note.

(12) Cité par Jean-Claude Poulain dans « Economie et Politique », décembre 1975 p. 43.

(13) K. Marx, Œuvres I, éd. Pléiade p. 173.

caractère privé du pouvoir, d'ailleurs empêtré dans la bureaucratie de sa « technostructure » (14) et d'autre part la socialisation objective du procès de production qui, sous l'effet de l'automatisation et de la complexité croissante des disciplines scientifiques atteint aussi le travail intellectuel.

Contre ce processus objectif et inéluctable de monopolisation/socialisation, le pouvoir capitaliste tente de réagir au niveau de la société globale en développant le pouvoir d'Etat qui doit 1° soutenir le taux de profit en contribuant par les subsides et les marchés publics, à la mise en valeur du capital accumulé et 2° endiguer et récupérer les conflits de classe par la mise en place d'une politique de régression sociale que le pouvoir tente de faire avaliser par les travailleurs en les associant, par ses institutions soi-disant démocratiques « d'économie concertée » à la gestion de la crise. L'appareil idéologique de l'Etat capitaliste y contribue en essayant de faire croire aux travailleurs que l'inflation, le chômage et le désordre économique sont, comme la pluie, les orages ou la sécheresse, des calamités naturelles contre lesquelles personne ne peut rien.

A l'échelle de l'entreprise ces opérations de sauvetage du pouvoir capitaliste se traduisent de la même manière par une adaptation des méthodes de direction et d'organisation. Il tente ainsi de remplacer les relations autoritaires et les structures hiérarchiques de type militaire par des structures de « participation ». L'exploitation, lorsqu'elle ne peut plus s'opérer à vif, se fera sous anesthésie locale ou totale. Aux programmes de formation de militants, organisés avec les moyens du bord à l'extérieur de l'entreprise par les organisations politiques et syndicales des travailleurs, le patronat répond par ses propres campagnes au sein même de l'entreprise, sous le couvert des « groupes de travail concerté » dont la fonction idéologique est de compenser la perte d'autorité personnelle des chefs par un renforcement, dans l'esprit des travailleurs, de l'autorité non moins implacable des lois de la Compétitivité et du Profit.

Les conditions matérielles de travail ne sont subjectivement améliorées et « humanisées » que pour autant qu'un rapport de forces favorables aux travailleurs y oblige les capitalistes. Dans la mesure d'ailleurs où des réformes « démocratiques » résultent de l'initiative du patronat lui-même ou de ses conseillers, parés ou non des oripeaux de l'objectivité scientifique, elles sont non seulement antidémocratiques par destination puisqu'elles visent à renforcer le pouvoir du Capital et à accroître le taux d'exploitation, mais antidémocratiques par nature puisque non conçues, organisées et réalisées par les travailleurs eux-mêmes. Thorsrud, l'un des artisans des « changements socio-techniques » est amené à reconnaître que la manière dont les changements sont introduits risque en fait de consacrer la toute-puissance du spécialiste au service du pouvoir : « Retirer le pouvoir aux technocrates pour le donner aux sociologues ou à d'autres spécialistes jouant les mêmes rôles reviendrait simplement à remplacer un mal par un autre » (15).

Il en va tout autrement lorsque les travailleurs organisés parviennent à retourner contre le patronat ses propres armes et asso-

(14) cft J. Galbraith : « Le Nouvel Etat Industriel » Ed. Galimard, et autres ouvrages.

(15) Communautés Européennes, rapport cité, p. 17.

cient à la lutte pour les salaires les revendications de contrôle sur l'usage qui est fait de leur force de travail et sur la conception même du procès de travail. Ainsi chez Renault, au Mans, le travail en groupe a été introduit à la suite d'une grève en 1971 pour l'amélioration des conditions de travail (16). En Italie, l'action des conseils d'usine ne permet plus au patronat de décider unilatéralement du mode d'organisation du travail.

La méfiance des travailleurs à l'égard des nouvelles machines est justifiée par le fait que l'amélioration de la productivité aboutit, sous le capitalisme, à l'accumulation privée du capital et, pour les travailleurs, au chômage et à l'appauvrissement matériel et culturel, absolu ou relatif. Or il doit être possible de compléter l'action *défensive* contre les conséquences capitalistes du progrès technologique par une action *offensive* revendiquant la mise en œuvre effective du progrès technique et scientifique pour améliorer les conditions de travail, libérer les travailleurs des tâches pénibles et abrutissantes, accroître la productivité au bénéfice d'une meilleure qualité de leur vie, en finir avec le morcellement du travailleur collectif en innombrables catégories rivales de travailleurs manuels et intellectuels, dirigeants et exécutants, savants et ignorants.

Mais il doit sauter aux yeux que si le lieu privilégié de ces offensives demeure le lieu de travail, elles ne peuvent réellement aboutir que si elles s'organisent au niveau de toute la vie sociale.

Comme l'indique très justement P. Joye, en se référant à Lénine, il ne peut y avoir d'îlots « autogérés » dans une société qui ne le serait pas dans son ensemble (17). C'est là toute l'ambiguïté des revendications « autogestionnaires » qui ne sont souvent que des formules creuses et utopiques en ce qu'elles ignorent que les rapports de production capitalistes et la division du travail affectent la société globale : l'Etat est à l'ensemble de la société capitaliste ce que le conseil d'administration et son appareil de direction technocratique et autoritaire est à l'entreprise : un instrument de domination de classe. L'un comme l'autre sont l'enjeu de la lutte de classes. Interrogé par « Le Monde » (14 décembre 1971) sur les positions des syndicats italiens, Bruno Trentin, responsable de la C.G.I.L. résume ainsi le problème : « Dépasser l'actuelle division du travail, le fossé qui sépare le travail manuel du travail intellectuel, est un objectif utopique si on le voit à l'intérieur de chaque entreprise, dans les formes d'une espèce de réforme volontariste qui fasse abstraction des rapports de propriété, du développement des forces productives, et du type de société (c'est-à-dire la nature du pouvoir, non seulement au sommet de l'Etat, mais dans chaque lieu de production). Le processus qui conduira au dépassement du fossé qui sépare le travail manuel du travail intellectuel sera long. La lutte pour atteindre cet objectif est destinée à se poursuivre même après le changement des rapports de propriété. Elles ne manquent certes pas, les illusions de pouvoir résoudre ces problèmes dans une logique atomisée de « socialisme d'usine » ou, au contraire, de croire que la solution sera le fruit automatique et progressif d'une mutation des rapports de propriété. Ces illusions sont toujours la source de grosses erreurs et de tristes réveils. »

(16) E. Chauny in « La Crise », n° spécial d'Economie et Politique, 1975, p. 69 : « Progrès technique et lutte de classes ».

(17) Pierre Joye, « Lénine et l'autogestion », Cahiers Marxistes, mai 1976.

Le capitalisme est incapable d'adapter les rapports de production au développement des forces productives car cela impliquerait son propre dépassement, sa propre destruction. Il ne peut « humaniser » le travail puisque cela impliquerait la socialisation du pouvoir de décider, non seulement comment produire et dans quelles conditions, mais ce qu'il convient de produire, dans quel but et au profit de qui.

La lutte pour l'humanisation du travail se confond ainsi avec la lutte pour le socialisme qui implique donc, non seulement la lutte économique pour une répartition démocratique du revenu social, mais aussi et en dernière instance la lutte idéologique et politique pour la transformation des rapports sociaux à tous les niveaux de l'activité technique, scientifique et culturelle.

Le Fonds d'histoire du Mouvement wallon, organisme officiel de la Ville de Liège, adresse un pressant appel à tous les Wallons et Bruxellois pour qu'ils récoltent et rassemblent, pour son service d'archives, TOUTE la documentation possible se rapportant aux élections communales d'octobre 1976 (affiches, journaux, tracts, circulaires, gadgets, etc.).

Cette documentation est à adresser, éventuellement port payé par le destinataire, à Madame Irène VRANKEN, conservateur du Fonds d'histoire du Mouvement wallon, Maison de la culture « Les Chiroux », 8, place des Carmes, à 4000 Liège.

Une autre Italie

La carte politique de l'Italie s'est transformée le 20 juin.

Les élections législatives anticipées, voulues par la Démocratie-chrétienne, ont bousculé les rapports de force entre partis et rendu caduques les formules de gouvernement « traditionnelles ». « *Nous nous trouvons dans une situation que nous avons réussi à éviter pendant trente ans* », devait reconnaître le leader démo-chrétien Forlani, au lendemain du scrutin.

UNE NOUVELLE UNITE NATIONALE

Certes, la Démocratie chrétienne reste le premier parti de la péninsule. Avec ses 38,7 % des voix, elle a retrouvé son score de 1972, gommant ainsi le cinglant échec qu'elle avait enregistré le 15 juin 1975, lors des élections régionales, et elle a pu constituer un gouvernement minoritaire.

Mais ce qui constitue la donnée essentielle du scrutin c'est l'avance du parti communiste, qui gagne quelque 3,5 millions de voix en une seule législature, portant son taux électoral de 27 % en 1972 à 34,4 % en 1976. Pour rappel, en 1948, le PCI représentait 19 % de l'électorat. Depuis lors, ce taux n'a cessé de monter. C'est la première fois cependant que la poussée est aussi nette et le succès communiste aussi homogène à l'échelle du pays. Peu de régions en effet (Trentin-Haut Adige : 13,2 % — Vénétie : 23,7 % — Molise : 26 % — Sicile : 27,5 % — Frioul : 27 %) restent en dessous du taux de 30 %, et tout le Mezzogiorno fait un bond en avant. C'est

ainsi que la Sardaigne gagne 10,29 % par rapport à 1972, et la Campagne 9,6 % — avec à Naples un résultat (40,8 %) qui rejoint celui de Turin. Ce « nivellement par le Nord » représente une extraordinaire victoire pour le PCI, car c'est une nouvelle unité nationale qui est en train de se créer, une unité politique préméditée depuis Gramsci, patiemment et passionnément organisée. Nous verrons pourquoi cet objectif — supprimer la barrière entre le Nord industriel et le Midi agraire — a revêtu une importance capitale, et par quelle politique d'alliances il a pu être atteint. Mais avant d'en venir là, il nous faut compléter les notes sur le 20 juin.

L'homogénéité des résultats communistes n'est pas seulement géographique. Tout indique que l'électorat féminin s'est comporté globalement de la même manière que l'électorat masculin. Quant aux jeunes entre 18 et 25 ans, 37 % d'entre eux ont voté communiste. Et si l'élément dominant de l'électorat communiste reste la classe ouvrière, les votes des intellectuels apparaissent en net progrès eux aussi. En témoignent notamment, les appels signés d'écrivains, d'artistes, de chercheurs, de magistrats, d'enseignants, etc. qui jour après jour ont paru dans « L'Unità » au cours de la campagne électorale. La présence sur les listes du PCI de personnalités indépendantes, non-communistes, telles que l'« Européen » Altiero Spinelli, le militant catholique Raniero La Valle ou encore l'historien de l'art Argan, devenu maire de Rome, en même temps qu'elle atteste le capital de confiance et de prestige acquis par le PCI dans les milieux progressistes les plus larges, a encore fait fructifier ce capital.

Nos camarades italiens ne sont cependant pas triomphalistes. Ils sont préoccupés de voir leurs progrès « bloqués » dans des régions rouges. Les communistes d'Emilie-Romagne, avec leur taux-record de 48,5 % des voix, se livrent à une analyse autocritique sérieuse, leur progression se limitant à 4,58 % par rapport à 1972, et à 0,24 % par rapport aux élections régionales de 1975. Ceux de Vénétie s'inquiètent de certains retards dans les couches moyennes. Sans faire de pause après une campagne électorale menée tambour battant, le comité central a lancé une autre campagne — pour le recrutement et pour la formation des membres...

PAS COMME UNE POMME

Et les autres partis ?

Malgré un score honorable (résultats de 1972 stabilisés, mais pertes par rapport aux régionales de 1972), le *parti socialiste* qui avait espéré sortir renforcé du scrutin, connaît un malaise qui s'est exprimé peu après le 20 juin par la démission de sa direction. Des débats difficiles sur les responsabilités du parti dans la politique de centre-gauche se sont engagés. Ils ont débouché sur le refus, nettement proclamé par B. Craxi, nouveau secrétaire, de contribuer à la remise en selle d'un gouvernement de centre-gauche. Le malaise du PSI n'est pas terminé pour autant.

La *Démocratie prolétarienne*, qui a tenté de rassembler trois formations disparates (le PDUP, Avant-garde ouvrière et Lotta continua) a recueilli 1,5 % des votes. Si elle peut se vanter d'avoir six représentants à la Chambre, la DP n'a même plus l'apparence d'une unité de pensée et d'action, et ses déchirements sont spectaculaires.

Les petits partis laïcs du centre ont subi un laminage dont la DC porte au moins une part de responsabilité : c'est elle en effet qui s'est acharnée à présenter les législatives du 20 juin comme un match entre elle et le PCI, polarisant ainsi les votes. Libéraux, républicains et sociaux-démocrates sont en perte de vitesse. Le parti radical, nouveau-venu, enlève 4 sièges.

Cette relative polarisation des votes est enregistrée par le PCI avec inquiétude. Il estime en effet qu'il y a dans le pays une fonction à remplir non seulement par un parti socialiste solide, mais aussi par des petits partis, répondant à des aires politiques qui ne peuvent être confondues avec celles du PC ou de la DC. Le pluralisme auquel souscrivent les communistes italiens postule la vitalité de ces divers partis.

Pour sa part, le parti néo-fasciste MSI connaît un échec retentissant : le nombre de ses députés passe de 56 à 35.

Quant à la *Démocratie-Chrétienne*, si elle récupère au total les voix perdues l'an dernier, lors des élections régionales, ces voix récupérées se répartissent très inégalement dans le pays. Ses pertes sont sensibles dans plusieurs régions du Nord et du Midi, sa « reprise » la plus nette dans des régions du Centre. Mais au delà de ces particularités géographiques, c'est l'hétérogénéité politique de la DC qui apparaît renforcée. Elle a en effet drainé des voix d'électeurs néo-fascistes, mais elle a aussi drainé des voix populaires, notamment dans la jeunesse (la DC recueille elle aussi, comme le PCI, 37 % des voix de jeunes entre 18 et 25 ans), parmi les travailleurs des villes et des campagnes.

La complexité du phénomène DC a toujours été soulignée par les communistes italiens. Avant le scrutin, ils mettaient en garde contre le volontarisme qui tendait à présenter la DC comme « condamnée », contre le simplisme selon lequel le parti de Fanfani et Zaccagnini formait « un bloc » qu'il fallait combattre frontalement. Aujourd'hui, depuis l'absorption par la DC de voix du MSI, les communistes dénoncent la tendance à ne voir dans la DC qu'un parti de conservateurs. Non, disent-ils, s'il y a eu, lourdement appuyée par l'épiscopat et même par le pape, la campagne réactionnaire et anticommuniste de Fanfani, il y a eu aussi, au sein de la même DC, un appel à la rénovation et à la propreté. Les deux courants ont reçu des appuis. En Sicile par exemple, la DC avance par rapport à 1972 et c'est au profit de sa composante populaire et autonome.

Comme le font apparaître divers débats organisés par « Rinascita », il n'existe pas en Italie deux blocs, l'un progressiste, centré sur le PCI, l'autre conservateur, rassemblé autour de la DC : la société italienne ne se découpe pas comme une pomme. Il y a certes deux Italie, une qui pousse au changement, l'autre cramponnée au statu quo. Mais la frontière entre ces deux Italie traverse la D.C. Celle-ci a cessé d'être LE parti des catholiques, pour devenir un parti, plus hétérogène que jamais, où se côtoient banquiers, ouvriers, paysans, commerçants, mais aussi croyants et incroyants. N'ont plus de sens aujourd'hui ni le label de parti des croyants ni l'étiquette de centralité, ni surtout la prétention de s'identifier avec l'Etat.

La crise de la DC procède d'une contradiction insoutenable entre, d'une part, une structure de pouvoir marquée par le clienté-

lisme et la corruption, et d'autre part une démocratie parlementaire marquée par la force et l'unité du mouvement ouvrier, la richesse de son tissu démocratique, le haut niveau des luttes sociales et politiques. C'est cette contradiction que doit affronter aujourd'hui la DC.

GRAMSCI, HIER ET AUJOURD'HUI

Nous avons évoqué Gramsci à propos des élections du 20 juin et du stade nouveau de l'unification nationale qu'elles représentent. On peut se référer plus précisément à « *La Question méridionale* », vieille d'un demi-siècle. Gramsci y analyse la société du Mezzogiorno des années vingt, sous le fascisme : c'est un « *monstrueux bloc agraire* », structuré avec l'appui de la bourgeoisie industrielle du Nord, dominé par les grands propriétaires fonciers, et dont l'hégémonie est assurée grâce aux « *grands intellectuels* » (comme Benedetto Croce), véritable clé de voûte du système.

Dès 1926, Gramsci souligne l'importance pour l'Italie et pour la révolution, de briser ce bloc agraire. Il désigne le prolétariat urbain, donc du Nord, comme protagoniste moderne de l'histoire italienne, donc aussi de la question méridionale. Il montre que l'alliance du prolétariat du Nord et des masses paysannes du Sud exige que le prolétariat prenne conscience de son rôle révolutionnaire et que le parti communiste assume véritablement sa fonction d'« *intellectuel collectif* ». C'est par un processus dialectique difficile et long, indique Gramsci, que le parti élève la conscience des masses dans le même temps que les masses enseignent au parti leurs problèmes, préoccupations, attitudes.

Mais il ne suffisait pas que fût écrite « *La Question méridionale* ». Il fallait encore s'en souvenir, s'en inspirer, prolonger la réflexion de Gramsci et la transformer en action, en Histoire. Ce ne fut ni facile, ni linéaire.

L'apport de Gramsci est cependant d'autant plus important que la question du Mezzogiorno — alliance paysans/prolétariat — est indissociable de la « *question vaticane* », autrement dit de l'alliance catholiques/incroyants.

Il est bon de le rappeler aujourd'hui, à l'heure où certains feignent de voir dans le « *compromis historique* » une idée improvisée et conjoncturelle. De fait, comme l'alliance ouvriers/paysans, le problème de l'entente entre mouvement ouvrier et forces populaires catholiques a longuement mûri.

En 1944 déjà, Togliatti disait de la Démocratie chrétienne : « *Il y a dans ce parti, d'une part des hommes provenant des classes possédantes bourgeoises, et qui sont les uns d'orientation anti-fasciste, les autres d'orientation conservatrice; d'autre part il y a de grandes masses de travailleurs — ouvriers, mais surtout paysans.* »

Ce n'est pas notre propos de retracer ici, même sommairement, les étapes de cette longue marche sur la voie italienne du socialisme. Bornons-nous à indiquer que les thèses du IX^e congrès du PCI (1959) déclarent que l'entente entre communistes et catho-

liques procède de l'analyse des forces motrices de la révolution italienne, analyse commencée par Gramsci... « ... L'action pour une entente avec le monde catholique doit être conçue comme un aspect de la voie italienne au socialisme, comme une longue perspective de luttes unitaires et d'alliances, non seulement avec les masses populaires catholiques, mais avec leurs organisations. »

L'aggiornamento de l'Eglise catholique voulu par Jean XXIII a donné un aliment à cette perspective, que les congrès successifs du PCI ont confirmée. C'est de ce patient cheminement qu'ont pu surgir, le 12 mai 1974, la surprise du referendum sur le divorce (avec 19 millions de voix contre 13 pour s'opposer à l'abrogation de la loi sur le divorce) et le 20 juin 1976, un nouveau gauchissement des votes catholiques.

Non, le « compromis historique » n'est ni une improvisation, ni une démarche tactique. Il exprime la conscience que les potentialités démocratiques présentes dans le monde catholique et aujourd'hui étouffées, peuvent être libérées par la défaite des forces qui dominent encore la DC.

PARENTHÈSE OMBRIENNE

Une des données de l'Italie actuelle, c'est la récente conquête de certains pouvoirs à l'échelle des régions, et à partir de là, le rayonnement des « régions rouges ».

Pour rappel, la mise en place de régions — prévue par la Constitution de 1947 — ne fut concédée que quinze ans plus tard (1) : les décrets transférant enfin certains pouvoirs de l'Etat central aux instances régionales datent du 14 janvier 1972. Les premières élections régionales avaient précédé les décrets de deux ans, et en janvier 1970, les électeurs d'Emilie-Romagne, de Toscane et d'Ombrie avaient doté d'une majorité « rouge » (communiste-socialiste) les assemblées régionales à Bologne, Florence, Perugia. L'an dernier, le Piémont, la Ligurie, le Latium et les Marches rejoignaient à leur tour le camp des régions rouges...

Pour le surplus, existaient depuis 1945 des « villes rouges », où des majorités communistes-socialistes avaient pu organiser une gestion de type nouveau. On ne saurait comprendre la stratégie, ni la montée continue du PCI en ignorant ces expériences et leur retentissement national, à partir du cas Bologne avant-hier, du cas Naples hier, du cas Rome demain.

Mais revenons aux régions. Et pour être plus concrets, piquons sur un cas précis, qui n'est pas le plus spectaculaire : celui de l'Ombrie. Région minuscule qui compte moins d'un million d'habitants, et où l'agriculture et les classes moyennes disposent d'un poids spécifique important. Aucun gigantisme en Ombrie, mais des résultats étonnants...

« Cœur vert de l'Italie », et cœur d'une fascinante richesse culturelle, (Perugia, Gubbio, Todi, Assise, Spolète) l'Ombrie était sous l'ère mussolinienne et encore après la guerre, une zone de chômage

(1) Dès 1951 cependant, un statut spécial était réservé aux régions de Sicile, Sardaigne, Val d'Aoste, Trentin Haut-Adige et Frioul-Vénétie Julienne.

élevé et donc une zone d'émigration. Pendant les années '50 et '60, à l'heure du « miracle » économique italien, le chômage continue d'y croître, l'exode rural s'accroît avec la liquidation des métayers, la population décroît. En 1975, après une seule législature, la majorité rouge d'Ombrie acte à son bilan : le recul de 10 % du chômage (qui demeure cependant une plaie), la création de 7.500 emplois rien que dans l'industrie manufacturière, l'essor de la coopération de production tant agricole qu'artisanale, l'arrêt de l'hémorragie démographique.

A quoi attribuer ce succès ?

Avant tout à une politique d'ouverture et de participation : volonté de faire-valoir toutes les ressources existantes, qu'elles soient économiques, techniques ou humaines — volonté de drainer toutes les énergies potentielles pour créer une dynamique nouvelle.

J'ai eu l'occasion d'assister cet été à deux réunions de base dans le cadre du plan de développement régional de l'agriculture ombrienne. Réunions groupant les maires de petites localités rurales ou semi-rurales, des représentants de communautés montagnardes ou de coopératives de la vallée, des ouvriers agricoles — avec des responsables du plan économique régional, avec des biologistes et des zootechniciens, avec des étudiants en agronomie. A ras du sol, on prend mieux la mesure des difficultés à vaincre, de la complexité des problèmes tels que la commercialisation des produits agricoles ou la mise en place du système optimal d'irrigation. On aperçoit aussi mieux l'enjeu de la programmation en Ombrie.

Si le mot programmation est également utilisé en Belgique, il recouvre là-bas des pratiques tout à fait différentes de chez nous, et pas seulement parce qu'en Italie la région dispose de certains moyens d'action. Au départ, le plan de la région comporte des lignes de force qui s'inspirent de la déclaration-programme de l'exécutif régional (dit « Giunta ») en début de législature. Mais il entend surtout susciter une *participation créative* des pouvoirs locaux, des associations de coopérateurs, des organisations syndicales, des centres de recherche, des services publics, etc.

La participation, méthode de démocratie, est en l'occurrence un moyen de donner un contenu concret aux options du plan et de conférer ainsi à ces dernières un pouvoir d'entraînement et de conviction susceptible de combattre les inerties, les particularismes, les obstacles politiques. Pratiquement, la Giunta tend à faire soutenir le plan par des programmes opérationnels de zone ou de secteur, répondant à des besoins précis, et « inventés » par les forces intéressées à l'élaboration et à la réalisation de ces programmes. Par l'intervention de ces forces, qui élaborent, contrôlent, vérifient, rectifient le cas échéant, la programmation se fait *continue* et *articulée*. Un espace nouveau est ainsi donné aux formes les plus actives de la participation des masses populaires à tous les niveaux.

Sans doute les réunions auxquelles j'ai assisté, à Nocera-Umbria et à Foligno, n'avaient-elles rien de romantique ou d'épique. Elles révèlent cependant un nouveau type de rapport entre l'appareil régional d'Etat et ce que les Italiens appellent les forces sociales et culturelles. Par exemple, la présence active de chercheurs et d'étudiants, empressés de répondre « en direct » à une demande sociale, et s'insérant dans la critique collective d'un projet économique, con-

stitue pour la région un apport et un appui. Il en est de même de la confrontation des intérêts parfois divergents des paysans de la vallée et de la montagne, ou encore de la pression exercée ici par les travailleurs forestiers, là par les ouvriers de l'industrie alimentaire.

Qu'il s'agisse d'une phase initiale, imparfaite, encore hésitante, de participation créative des masses, c'est certain. L'apprentissage de la responsabilité collective n'est pas rapide. En tout état de cause, la programmation régionale, prenant appui sur des formes de démocratie directe, constitue une nouvelle méthode de gérer les affaires publiques. Ce type de fonctionnement d'une région porte un coup à la vision traditionnelle et à la pratique — centralisée et bureaucratique — de gestion de l'Etat. Il avive la contradiction entre d'une part le cadre institutionnel qu'impose encore le pouvoir central, et d'autre part, les besoins et déjà la capacité de changer ce cadre.

Car l'Ombrie (pas plus que l'Emilie-Romagne ou la Ligurie) ne peut oublier que même « rouge », elle se trouve au cœur d'un Etat qui s'applique à stériliser ses initiatives et à l'étrangler financièrement, au cœur d'une société dominée par le grand capital — mais ravagée par une crise grave. C'est donc très normalement que l'expérience des régions rouges sert de levier pour poser le problème du caractère de l'Etat italien. Mais en organisant des noyaux de contre-pouvoir aux niveaux régional et local, la lutte politique des majorités rouges ne vise-t-elle pas à investir la société à tous les niveaux, et donc aussi à modifier *dès à présent* le rapport des forces au sein de l'Etat ?

L'Etat, en effet, n'est pas une entité abstraite ou un outil passif. Il n'est pas non plus un bloc monolithique sans fissures. Condensation d'un rapport de forces entre classes et fractions de classes, il est le siège de contradictions internes entre ses différentes branches et appareils. L'Exécutif et le Parlement, l'armée et la magistrature, les appareils régionaux et communaux, les divers appareils idéologiques ne sont pas dominés de manière homogène : telle fraction du bloc au pouvoir ou tel intérêt particulier y prend le pas sur tels autres. Il est donc possible à la classe ouvrière d'y investir dès à présent des positions, « *tranchée par tranchée* » pour reprendre une formule gramscienne, c'est-à-dire d'établir son hégémonie pour préparer la transformation radicale de la société.

LA CRISE, LES CRISES

Plusieurs crises se superposent en Italie.

La crise économique d'abord, qui présente des spécificités dans la péninsule, étant donné notamment l'ampleur des perturbations monétaires. La reprise, surtout sectorielle y apparaît très précaire et reste sans effet sur l'emploi, l'inflation et le niveau des investissements.

La crise politique, institutionnelle, idéologique et morale de la société ensuite (on se bornera à évoquer ici la fréquence et la méticulosité des assassinats politiques) — avec, au premier plan, la crise de la Démocratie chrétienne. On ne peut tracer de frontière entre ces phénomènes qui se chevauchent et s'influencent.

Soulignant l'acuité de la crise devant le comité central du PCI, Gerardo Chiaromonte déclarait, au lendemain du scrutin de juin : *« Pour obtenir de chacun une participation à l'effort commun, il faut faire participer démocratiquement les masses de travailleurs et de citoyens à la définition de nouvelles options. Cette idée-clé de notre campagne électorale a été ratifiée par quasi 35 % des électeurs. C'est la seule issue à la crise ».*

On sait qu'avant et après le 20 juin 1976, le PCI a proposé à tous les partis de « l'arc constitutionnel », c'est-à-dire aux partis qui adoptèrent la Constitution de 1947, de sceller une large entente sur le plan gouvernemental, pour sortir le pays de la phase aigue de la crise. On sait aussi que la DC a refusé. C'est le signe que sa crise interne n'est pas terminée. Car il n'est pas possible, plus possible, de sortir de la crise capitaliste en restant à l'intérieur du front de la bourgeoisie, à l'intérieur de la logique capitaliste. On ne sortira de cette crise, nettement structurelle, que par l'intervention des forces anticapitalistes, et en se fondant sur la perspective d'une limitation du pouvoir des monopoles, puis de la fin du capitalisme.

Un autre type d'élaboration du budget, un autre type de priorités en matière de dépenses et recettes — des priorités répondant aux besoins des masses; un nouveau type de développement économique, industriel et agricole, s'appuyant sur la participation et l'initiative populaires : voilà à quoi il faudrait s'atteler, toutes affaires cessantes. Dans le même souffle, il faudrait entamer la lutte sur le plan institutionnel, en traquant la corruption et la criminalité, en réformant les services secrets, en structurant un autre enseignement, surtout dans le domaine professionnel. Et il faudrait activer la construction en Europe et dans le monde de la détente et de la coopération.

Il ne s'agit donc nullement pour le PCI de « gérer la crise » ou d'appeler de ses vœux un gouvernement d'union sacrée. C'est autour des intérêts de la classe ouvrière et plus largement des masses populaires que le PCI propose d'articuler un programme gouvernemental contre la crise. Comme l'indiquait Enrico Berlinguer à la conférence des partis communistes d'Europe, à Berlin, « si l'Italie parvient à surmonter la crise économique, sociale et politique par une voie démocratique et unitaire, ce serait non seulement bénéfique pour le peuple italien, mais aussi pour les autres peuples et pays qui font partie des mêmes alliances et organismes internationaux que la péninsule ».

C'était, avant la lettre, une réponse à l'arrogant défi du chancelier Schmidt, après le sommet atlantique de Porto-Rico. Pour le leader social-démocrate allemand, l'actuel système d'alliances militaires postule l'immobilisme politique à l'intérieur de chaque pays, sauf à s'orienter à droite. Le PCI n'est pas seul à voir les choses autrement. *« Chaque peuple a le droit de choisir librement la forme de son propre développement et de son propre gouvernement, a déclaré Berlinguer à Berlin. Nous nous battons pour que le peuple italien puisse, dans le cadre des alliances internationales dont notre pays fait partie décider de manière autonome, sans aucune ingérence étrangère, sa propre direction politique. »* Mais si Enrico Berlinguer a rappelé à Berlin la valeur inestimable de la grande révolution d'octobre 1917, s'il a exalté la solidarité entre partis communistes — une solidarité fondée sur la reconnaissance que chaque parti élabore et décide sa ligne de manière autonome et en toute

indépendance — il a, avec la même clarté, redit que l'aspiration au socialisme qui croît dans les pays capitalistes développés est une aspiration à une autre variété de socialisme que celui qui se réalise en Europe orientale. Des formes neuves de socialisme se réaliseront dans les pays où le capitalisme a atteint les sommets de son développement, et où existent d'anciennes traditions de démocratie. Cette recherche du neuf, devait ajouter le secrétaire-général du PCI, n'a rien à voir avec des concessions aux groupes dominants : c'est la manière la plus efficace pour affirmer la fonction dirigeante démocratique de la classe ouvrière et de ses alliés.

En France, en Espagne, en Grande-Bretagne et dans notre propre pays, les partis communistes ont lors de leurs congrès affirmé des positions similaires. La notion de « modèle » socialiste n'a plus cours.

ROME, VILLE OUVERTE

Constitué en août, le gouvernement DC minoritaire de M. Andreotti vit et survit grâce à l'abstention des groupes communiste, socialiste, social-démocrate, l'abstention du PCI étant déterminante. La situation de dépendance et de précarité ainsi créée — à la demande même de M. Andreotti, qui a sollicité un vote de « non-déficience » — est significative : la Démocratie chrétienne reconnaît qu'elle doit compter avec le PCI, mais elle renâcle encore à l'idée d'élaborer avec d'autres partis, à commencer par le PCI, un programme pluraliste de rénovation nationale.

Sur le plan du travail parlementaire, elle avait cependant concédé un pas de plus. En juillet, Pietro Ingrao était élu président de la Chambre, et plusieurs commissions, tant à la Chambre qu'au Sénat, élisaient un président communiste. Cet « aggiornamento » n'est pas de pure forme ; il permettra un contrôle plus réel de l'exécutif. Ainsi à chaque acte du gouvernement minoritaire, le Parlement répondra en jouant un rôle sérieux. Le programme gouvernemental n'est pas réactionnaire : il est faible, gris, sans envolée. La dynamique interne du pays ne manquera pas de peser sur un équilibre que chacun s'accorde à tenir pour fragile.

Parmi les facteurs qui exercent une pression sur le gouvernement Andreotti, qui le poussent à aller au-delà de son programme, figurent les puissantes organisations syndicales. Ensemble, elles se sont déclarées prêtes à prendre leurs responsabilités pour contribuer à une véritable relance de l'économie. Vont-elles accepter le jeu de dupes des « sacrifice-pour-tous » imposés aux seuls travailleurs ? C'est peu vraisemblable.

Nous pensons aussi à la pression des régions et villes à majorité communiste-socialiste, et plus particulièrement à Rome. Il ne suffisait pas que Milan, Turin, Naples, Gênes, Venise soient après Bologne, Florence, Perugia, des municipalités rouges. Le 20 juin, grâce à une élection communale parallèle aux législatives, Rome elle-même a cessé d'être un fief démocrate-chrétien et un protectorat du Vatican. Le PCI y a conquis la première place, avec 35,4 % des voix, contre 33,8 à la DC. Là aussi, c'est grâce à une action « capillaire », menée dans les quartiers, avec la participation la plus large, contre la corruption, le clientélisme et la spéculation foncière,

que les communistes ont gagné la confiance des électeurs. Forts de cette confiance et logiques avec eux-mêmes, ils ont proposé à tous les partis de « l'arc constitutionnel » de gouverner la capitale ensemble, en étroite concertation. La Démocratie chrétienne a refusé. Ils ont d'autre part offert à une des personnalités indépendantes qui avait figuré sur leurs listes de devenir maire de Rome. Le professeur Argan a accepté.

Le passage de la DC dans l'opposition, à Rome, est un fait politique majeur. Sous prétexte que la Ville éternelle risque de devenir « une cité sans dieu », le Vatican exigera-t-il que la DC se cantonne boudeusement dans l'opposition refusant de prendre part aux débats et à l'action pour la rénovation de la capitale ? Le risque de s'isoler irrémédiablement d'une discussion et d'une mobilisation populaires devra être calculé, sans oublier que Rome est le siège du gouvernement et du Parlement...

L'Italie d'après le 20 juin est plus facilement gouvernable qu'elle ne l'était auparavant. Mais à condition de prendre en compte les réalités qui se sont affirmées le 20 juin.

Les Cahiers marxistes ont publié sur l'Italie :

- **Témoignages sur une région rouge, l'Emilie-Romagne :**
santé publique et lutte de classes
(juin-juillet 1974)
- **Gramsci aujourd'hui** par Pierre Joye
(septembre 1974)
- **Le compromis historique**, par Jacques Moins
(novembre 1975)

Ces numéros sont encore disponibles au siège de la revue. On peut les obtenir en versant 50 F au CCP 000-0188745-80 de la Fondation Joseph Jacquemotte, 18-20, av. de Stalingrad, 1000 Bruxelles, et en indiquant au verso du bulletin de versement la date de la livraison demandée.

EN DIAGONALE

LE CHILI, TROIS ANS APRES

Pourquoi le régime de Pinochet a-t-il libéré et aussitôt expulsé du Chili Fernando Ostornol, avocat de Luis Corvalan, qui était incarcéré depuis seize mois au camp de concentration de Tres Alamos ? Serait-ce le signe d'une soudaine libéralisation ?

Arrivé le 14 août à Bruxelles, où le Collectif d'accueil des réfugiés du Chili avait pu lui procurer un visa belge, Fernando Ostornol nous a montré combien cette hypothèse est absurde.

— Oui, l'opinion publique internationale peut exercer une certaine pression, même sur un Pinochet nous dit Ostornol et c'est à un ensemble impressionnant de démarches en ma faveur que je dois d'être libéré. Il s'est trouvé à l'étranger des avocats, des syndicalistes, des hauts-fonctionnaires, des ecclésiastiques pour intervenir à Santiago ... Mais pour d'autres détenus, des démarches aussi nombreuses et aussi convergentes sont restées sans effet. C'est le cas par exemple de Luis Corvalan, sur lequel pèse toujours la menace d'un procès sommaire (un nouveau réquisitoire est en préparation).

Oui, Pinochet estime habile de lâcher un peu de lest, par-ci, par-là — la tenue à Santiago d'une session de l'Organisation des Etats américains y a d'ailleurs contribué — et les conditions matérielles faites aux anciens détenus se sont améliorées.

Mais la répression et l'arbitraire continuent. Des gens sont arrêtés et torturés tous les jours. Pire, des citoyens disparaissent sans laisser de trace. L'épiscopat chilien a lui-même dénombré 370 disparitions. D'après d'autres estimations, le nombre de ces « enlèvements » s'élève d'ores et déjà à 1.500.

Parmi les personnes qui ont ainsi « disparu » depuis le début de l'année, il y a notamment Victor Diaz, secrétaire général adjoint du PCC, Mario Samorano et Jorge Munoz, membres du Comité central. Il y a Exequiel Ponce, Carlos Lorca, un dirigeant de la Jeunesse socialiste. Octavio Boetinger Vera autre dirigeant de la Jeunesse socialiste, a « disparu » depuis le 13 janvier. Alejandro Rodriguez, un architecte très connu qui fut le président de la Corporation du logement, un service public aujourd'hui démantelé : on est sans nouvelles de lui depuis le 27 juillet. « Disparus » également, Eduardo et Julio Budnik, Oscar Ramos et son fils, Clara Cantero, la fille de Victor Cantero, un dirigeant communiste en vue. Et tant d'autres.

Il faut le crier bien fort : Pinochet ne s'est pas amendé parce qu'aujourd'hui je me trouve en Belgique ou parce que Corvalan peut enfin recevoir des nouvelles et des visites. La répression ne connaît pas de répit depuis trois ans, même si elle change parfois de méthode. Et elle se greffe sur une misère populaire profonde...

Fernando Ostornol n'élève pas la voix. Il évite soigneusement tout pathos. Il refuse de dramatiser sa longue détention : « J'ai la chance d'avoir une très bonne santé ». Mais deux préoccupations

le taraudent. Les disparus d'abord : il faut remuer l'opinion, exiger d'avoir des réponses précises à propos de ceux qui sont tombés dans une trappe, exiger de savoir où ils sont, pourquoi ils ont été arrêtés, quand ils seront libérés.

Luis Corvalan ensuite. Ce mois de septembre 1976 est celui d'un double anniversaire. Le secrétaire-général du PC chilien va avoir 60 ans le 14, et le 26 septembre commencera sa quatrième année d'incarcération. Il faut imposer sa libération, en multipliant les messages, en relançant avec force une campagne de solidarité avec lui et tous les détenus politiques chiliens.

Trois ans après le putsch de Pinochet, « Chili au cœur » reste un cri brûlant et l'appel à un devoir internationaliste.

ACEC :

LE CHOMAGE, ROBERT DUSSART ET LES AUTRES

Un article intitulé « Chômage : légendes et réalités », publié sous la signature de Thomas Renaix dans la revue « Contradictions » (N° 9/1976 — page 54) faisait dire à Robert Dussart, délégué principal aux ACEC et membre du Bureau politique du PCB : « *Le chômage, il faut le prendre comme un supplément de congés payés.* » Et cette déclaration avait, notait le nommé Renaix, « provoqué l'indignation que l'on imagine ».

De qui le chroniqueur de « Contradictions » tenait-il cette « révélation » ? Comment l'a-t-il vérifiée ? Quand et où a-t-il pris contact avec la délégation syndicale FGTB des ACEC ? Nous n'en savons rien. Mais nous sommes catégoriques : Robert Dussart n'a pas prononcé la phrase que lui prête Thomas Renaix et tout le comportement de la délégation syndicale qu'il préside tend à combattre pied à pied le chômage. Même s'il est bien placé pour savoir quelles subtiles pressions le régime exerce pour faire accepter le chômage.

C'est le 1er janvier 1976 que la direction des ACEC introduit un chômage partiel (de deux jours) dans certains départements de l'usine de Marcinelle. D'emblée, la délégation syndicale FGTB et le front commun syndical dénoncent le caractère injustifié de la mesure. Il s'agit, disent l'une et l'autre, d'un chômage artificiel dont la direction aura à assumer seule la responsabilité, les organisations syndicales refusant de s'associer de quelque manière que ce soit à son application.

Dans un premier temps, une action est entreprise contre le chômage partiel imposé aux ouvrières. Devant l'opposition des délégations syndicales à toute embauche tant qu'il y aura une seule chômeuse dans l'usine, la direction recule et après un mois le chômage féminin est supprimé.

Dans un deuxième temps, la bataille est menée contre le chômage dans le secteur même dont Robert Dussart est délégué syndical. A la fin du mois de mai, le front commun propose aux 500 ouvriers du secteur de se présenter au travail le lundi matin, jour chômé. 95 % des effectifs sont présents à ce rendez-vous insolite. La direction est très contrariée par l'initiative syndicale, qui démon-

tre que les ouvriers veulent non pas chômer, mais travailler. Une semaine plus tard, le chômage est réduit de moitié, et en août, la direction annonce que le chômage partiel est entièrement supprimé jusqu'au 23 septembre.

Ces faits nous éloignent fort des affabulations de Thomas Renaix : avec Robert Dussart et leurs mandataires, les travailleurs des ACEC ont refusé la « fatalité » du chômage. Grâce à leur action, ils ont fait reculer le chômage.

Cette action-là s'inscrit dans un contexte très cohérent : celui d'une longue lutte, unie et inventive, contre le bradage des ACEC, pour le pouvoir d'achat des travailleurs, pour le contrôle ouvrier, contre les licenciements et le chômage.

Cette longue lutte où tout se tient a déjà repris le 12 août avec la grève contre les manipulations gouvernementales de l'index. Elle va se redéployer sur l'objectif « Régie », afin que — conformément à la volonté clairement exprimée par les travailleurs des ACEC aux parlementaires de tous les partis — l'Etat prenne dans le capital des ACEC une participation d'au moins 51 %, assortie d'un contrôle ouvrier sur la gestion et assortie aussi de la garantie du maintien de l'emploi dans chacun des sièges de l'entreprise.

« Tout sera réglé le 21 juillet », avait promis M. Tindemans. Rien n'est réglé. La bataille sociale et politique des ACEC entre dans une nouvelle phase.

NOTES SUR UNE MODE

LA MODE RETRO... QUELLE MODE ? QUELLE CULTURE ?

Qui l'emporte : le rétro ou la minijupe ? Question mal posée car la comparaison est faussée, ses éléments étant trop éloignés l'un de l'autre. Ils se retrouvent au niveau d'un concept sociologique aux implications commerciales et culturelles maintes fois évoquées : la mode.

Phénomène de masse, la mini-jupe est le signe précurseur du développement des mouvements féminins (de libération). Affirmation sexuelle admirablement relayée par la production vestimentaire qui renvoie tout aussi remarquablement vers la jupe... longue, car la recherche du profit est plus puissante que la seule apparente réponse à une évolution sociale. Cette longue jupe est aussi « libératrice » que la courte... Mais qui détient cette liberté ? Ce phénomène de masse économique de la mode traverse ainsi plusieurs couches sociales et l'idéologie économique se fond et se confond dans la réaction sociologique. Le concept va et vient de la conscience sociale féminine à la volonté économique et dépassant la lutte du long et du court, s'engage vers de plus larges profits avec le pantalon jeans, libérateur, puisqu'assimilé à l'homme et imagée sur nos murs comme symbole de liberté.

Voilà la mode « récupérante » ou contrainte de récupérer une évolution des mœurs, des relations sociales. Profit économique pour les uns ou profit social et peut-être culturel, ou tous les trois ? On va s'indigner devant cette approche de la culture. Mais le vêtement

n'en fait-il pas partie ? Question restant ouverte pendant que remontent devant nos yeux les robes de nos mères et de nos grand-mères portées par nos... filles.

Ce phénomène s'élargit et déborde de loin le vêtement pour gagner des rivages plus significatifs.

Rétro, retour en arrière, réaction, les mots et les images s'enchaînent presque trop facilement. Un retour en arrière ne signifie pas nécessairement une démarche réactionnaire. On peut vouloir retrouver des valeurs négligées ou combattues par la classe dominante ou monopolisées et enlisées par elle. Certaines formes de folklore ou d'artisanat ont été étouffées par une industrialisation forcée dans la seule perspective de la rentabilité immédiate mais aussi parce qu'elles n'étaient pas suffisamment portées par une classe en lutte directe avec la classe dominante : c'est-à-dire qu'elles sont portées par une classe déclinant en nombre comme la paysannerie ou parfois économiquement isolée; comme les artisans non directement utilitaires ou devenus tels. Mais la classe à l'idéologie dominante est aujourd'hui sur la défensive et ses valeurs culturelles sont reprises par ceux qui la combattent tant par l'intérieur que par l'extérieur; cadres, techniciens, enseignants, ouvriers à l'aube d'une culture qui leur était refusée.

Foin de la créativité, de la soi-disant liberté artistique ou culturelle; ce qui est actuel est dépassé car il pourrait être porteur de valeurs nouvelles dangereusement enrichissantes. On va se retourner vers le passé, mort par définition, donc moins périlleux et déjà la décadence culturelle s'installe, prémice de l'affaiblissement du pouvoir. Ici la superstructure pourrait précéder l'infrastructure. Nous sommes presque au 18^e siècle, avant la Révolution française, décadence des mœurs, lézardes dans la classe dirigeante, poussée dans les classes montantes, (dans les hésitations de l'histoire que les hommes porteurs de nouvelles idéologies à la fois bourgeoises et populaires ne pourront toutefois faire triompher au profit du plus grand nombre). Les libertins décadents du 18^e siècle valent largement nos pornographes d'aujourd'hui. Et c'est dans l'ère de la décadence de l'Empire romain que l'on vit les spectacles les plus licencieux. Ce « rétro » apparaît ainsi comme un frein au développement, comme une réaction d'une culture qui se sent dépassée. Dans une démarche confuse, le retour à des situations euphoriques, celle de l'après-guerre 1940-1945, s'est immédiatement mêlé à l'évocation de l'ambiance de l'occupation nazie en une vue presque ethnologique : un miroir dans lequel chacun qui a vécu cette époque serait heureux de ne pas se retrouver. La marche arrière continue vers l'avant — Front Populaire, les Arts Déco, libération artistique minoritaire d'une époque où tout était « autrement », jusqu'à la sublimation des années de misère du début du siècle. Qui n'a pas été dupe de cette évocation de sa jeunesse et de son enfance, en abordant les nombreux films, éléments de décor ou vestimentaires présentés comme une mode ou une réflexion alors que s'entremêlent les éléments idéologiques divers et leur exploitation commerciale dans le désarroi présenté comme un approfondissement sociologique si pas philosophique.

Or, il semble que tout pouvait être plus clair : les nazis étaient des assassins et non des sexologues, les juifs ont été persécutés ou nom d'une idéologie qui porte le nom de fascisme et non par la

fatalité historique. Nous regardons l'après-guerre comme une « belle époque » (plus que l'autre) parce que le fascisme en sortait battu, et tout reste beau dans notre mémoire, les jupes longues, les coiffures, les souliers à talons, l'espoir. C'est un souvenir que nous achetons volontiers au cinéma et chez le marchand de chaussures; la Résistance posait peu de problèmes psychanalytiques; la faim et les files de l'occupation : une dure réalité. Et c'est un autre souvenir que nous achetons parce que en sommes débarrassés, c'est un soupir de soulagement qui vaut bien cette place de cinéma. Quelles cibles comme on dit en marketing, mais qu'importe, aujourd'hui c'est la vie qui triomphe; et si pour les meubles c'est plus difficile, car le contemporain se défend, on va fabriquer du 1930, celui de l'avant-garde de l'époque; coup de chapeau aux progressistes culturels d'il y a près de cinquante ans, créateurs morts, donc inoffensifs. Pas de création aujourd'hui dans ce « rétro » qui n'est pas générateur d'idées nouvelles puisqu'il n'est qu'une négation. Il n'a pu d'ailleurs pénétrer les arts créateurs, comme le théâtre, la danse, la composition musicale, la littérature ou la peinture, mais a dû se contenter de rester en surface, au niveau de visualisations industrielles comme les tissus, le graphisme et aussi le cinéma, art sans doute mais aussi industrie et redoutable instrument économique-culturel voué à la rentabilité. Ce retour ressemble à un détour vis-à-vis de la recherche de valeurs nouvelles, reflet du désarroi d'une classe en crise.

Ne parvenant pas à étouffer les poussées des analyses critiques, cette classe manifeste une apparente tolérance à la controverse, tolérance doublement profitable momentanément sur les plans moral et matériel et particulièrement visible dans la production cinématographique. (Sujet à reprendre car trop complexe dans sa démarche pour le propos de cette note.) D'où ces mouvements simultanés en arrière, en sur-place, ou en ouvertures, dans une alternance, confuse, parce qu'en fin de compte en dépassement. Mais cette résistance d'une éthique ancienne ne peut aller au-delà de l'esthétique, c'est une forme qu'elle essaie de remettre en place pour maintenir une structure qui s'effrite.

Ceci n'est pas une conclusion, mais une première approche pour une réflexion sur notre univers culturel dans lequel la pensée vivante et créative ne peut être ni rétro ni robot.

PATRICE GRANVILLE

Livres



L'administration en Belgique

par André Molitor

Le problème de l'Etat, problème fondamental pour la compréhension du fonctionnement de la société, est complexe. Instrument de contrainte assurant le pouvoir de la classe dominante, l'Etat n'est pourtant pas un outil passif, car il dispose d'une certaine autonomie. Condensation d'un rapport de forces entre classes et fractions de classes, il n'est pas un bloc monolithique et ses contradictions internes se sont accrues au fur et à mesure que ses activités se sont élargies.

Comme son titre l'indique, l'essai que M. André Molitor a consacré à *L'administration de la Belgique* examine seulement un des rouages de l'Etat. Et il limite même cet examen à l'*administration centralisée*, c'est-à-dire à l'ensemble des services réunis dans les départements ministériels. Tel quel, il comporte près de 450 pages et fournit une somme de renseignements précieuse car son auteur a une connaissance profonde, théorique et pratique, du sujet. Après avoir collaboré au Commissariat à la réforme administrative et dirigé le Service d'administration générale, M. André Molitor exerce depuis une quinzaine d'années les fonctions de chef du cabinet du roi, ce qui le met constamment en contact avec l'ensemble des services de l'Etat.

Après une courte introduction historique, l'ouvrage se subdivise en trois parties consacrées à l'*action administrative*, aux *structures* et à la *fonction publique*.

Le développement progressif de l'administration devant les missions nouvelles qu'elle a été amenée à assumer coïncide avec les transformations socio-économiques qui se sont opérées depuis un siècle et demi et qui ont modifié le rôle de l'Etat par rapport à la société.

Au lendemain de 1830, l'administration centralisée ne comprend qu'un petit nombre de départements ministériels considérés comme suffisants pour assurer la gestion d'un Etat limité à des tâches d'autorité. Il n'y a que cinq ministères : Affaires étrangères, Guerre, Finances, Justice, Intérieur. En 1860 encore, l'ensemble des départements ministériels occupe seulement 14.000 personnes. En 1971, ils en occupent 115.000 et l'ensemble des services publics (y compris l'éducation nationale, les pouvoirs régionaux et communaux, les parastataux, le personnel militaire et la gendarmerie) occupe quelque 550.000 personnes, près de 14 % de la population active. Grosso modo, une personne sur sept en Belgique travaille dans l'administration publique ou dans les « corps spéciaux » relevant du secteur public.

Comme l'auteur le souligne, « toute analyse des organismes sociaux, et l'administration en est un, débouche fatalement sur l'observation d'un débat pour le pouvoir ». Au fil des pages, il sera amené à examiner comment s'effectue « l'arbitrage permanent où viennent composer dans une participation à l'exercice du pouvoir les grandes forces qui se partagent le pays : intérêts idéologiques, linguistiques, économiques, sociaux ». Constatant que le rôle du parlement comme moteur de la vie publique s'est peu à peu amenuisé,

même dans le domaine législatif, il notera que son action de contrôle sur l'exécutif et l'administration s'est également réduit pour un ensemble de mesures qui engagent souvent l'avenir de manière radicale, avant tout dans le domaine economico-social.

La pression constante des divers groupes d'intérêts en vue d'obtenir des mesures en leur faveur ne s'exerce pas uniquement sur le pouvoir politique proprement dit, mais aussi sur l'administration dont le rôle est grand dans la mise en œuvre de la politique générale.

Si ce problème important est souvent évoqué, son analyse n'est pourtant pas poussée très loin. L'auteur constate certes que certains départements ministériels ont souvent été le siège privilégié de tels ou tels intérêts particuliers (le ministère de l'Agriculture soumis à l'influence du Boerenbond, l'ancien ministère des Colonies à celle des groupes financiers intéressés, etc.). Après avoir noté que plusieurs départements sont souvent marqués par une orientation programmatique ou doctrinale donnée, il exprime toutefois l'avis que d'autres sont « *beaucoup moins politisés et moins idéologiques* », à commencer par le ministère des Finances. En négligeant d'ajouter que ce département-clé présente une caractéristique fort significative : les ministres qui le dirigent sont toujours étroitement liés aux milieux bancaires.

L'intérêt de l'essai de M. André Molitor est certain. Il réside toutefois moins dans son analyse du fonctionnement de l'administration en Belgique que dans la description de ses caractéristiques et de ses mécanismes. Son exposé, détaillé et méticuleux, est fort utile à ce titre.

P.J.

André Molitor. *L'administration de la Belgique*. Editions du CRISP, 35, rue du Congrès, Bruxelles. Un Volume de 448 pages. 750 FB.

Comprendre la sociologie

par Claude Javeau

Les Editions Marabout ont confié à notre compatriote Claude Javeau le soin de rédiger un petit livre dont la fonction est d'initier le profane à la sociologie : ça sert à quoi ? ça vient d'où ? ça fonctionne comment ?

Javeau a tenu la gageure de traiter de sociologie sans sacrifier au charabia professionnel : son exposé est clair et c'est assez rare pour être apprécié. Il a aussi le mérite de souligner d'entrée de jeu que la sociologie n'est pas innocente ou neutre, et de plaider pour l'engagement politique du chercheur. Son propre engagement nous paraît cependant limité ou superficiel. C'est ainsi par exemple que commentant (non sans lucidité) le rôle joué par une « sociologie du travail » à la Taylor pour favoriser la productivité et le profit, il se refuse de conclure sur la légitimité ou l'illégitimité de ce type de « science ». Qu'elle soit assujettie aux intérêts patronaux et asservie à l'idéologie dominante n'entraîne de sa part aucune critique.

On ne reprochera pas à C.J., chargé de prendre le profane par la main, de citer pour leur apport à la sociologie des auteurs aussi différents que Comte et Marx, Platon et Durkheim, Taylor et Levy-Strauss, Lucien Goldmann et Kurt Lewin. Mais on peut regretter qu'il se borne à juxtaposer ces apports, comme si la sociologie résultait de la cuisson de ces divers produits, assaisonnés selon le tempérament personnel du sociologue — celui de l'auteur le menant irrésistiblement vers l'humanisme libéral du 19^e siècle. Car C.J. a beau apercevoir la grandeur de la pensée marxiste, il a beau être séduit par un raisonnement de Lucien Goldmann, ces fugitives entrevues n'ont finalement pas un impact sérieux sur la conception éclectique qu'il a fait sienne de la sociologie. Cet éclectisme, on le sait, est très bien porté dans l'enseignement universitaire, et cultivé par des notables du PSB comme Henri Janne ou Guy Spitaels. C'est évidemment

plus à ce niveau-là qu'au niveau d'un ouvrage de vulgarisation publié par Marabout que la pratique d'une sociologie a-marxiste soulève un problème idéologique sérieux.

Nous voudrions cependant relever dans le court chapitre que « Comprendre la sociologie » consacre à Karl Marx — et où est reconnue la fécondité du marxisme — l'insistance avec laquelle l'auteur souligne que « l'étiquette sociologie marxiste recouvre des démarches diverses », ou qu'« il ne suffit pas de se référer à la lutte des classes pour être un vrai disciple de Marx ». Pourquoi diable le marxisme devrait-il être débité comme une marchandise portant un certificat d'origine, ou comme un recueil de recettes ? C'est précisément en raison de sa radicale nouveauté et de sa fécondité qu'aujourd'hui encore le marxisme est une création, une recherche critique unissant théorie et pratique.

Dans cette optique, la conclusion lyrique de C.J. nous paraît fort immodeste. Nous ne pensons pas en effet que la sociologie soit cette « meilleure chance de l'humanité » que l'auteur feint d'y voir. Nous ne pensons pas qu'il appartienne aux sociologues ou à la sociologie de résoudre les problèmes gigantesques qu'affrontent les peuples. Ils peuvent certes y contribuer, mais à condition de connaître leurs limites et de se souvenir, comme le dit si bien C.J., que la sociologie n'est pas une science innocente...

R.L.

Claude Javeau « Comprendre la sociologie » — préface de G. Balandier Marabout — U 276.

Le troisième âge du capitalisme

par Ernest Mandel

Il aura fallu quatre années pour que le *Spätkapitalismus* d'Ernest Mandel soit enfin publié en traduction française. Si ce retard est regrettable, il a permis de tester la solidité de l'ouvrage. Bien que les bouleversements n'aient pas man-

qué dans le domaine économique depuis les années 1970-72 où il fut rédigé, son auteur a pu se borner à des retouches de détail pour actualiser cette édition.

Pour traduire *Spätkapitalismus* (capitalisme tardif), Mandel recourt à l'expression « troisième âge du capitalisme », plus élégante mais pas plus commode pour l'usage courant, ce qui laisse ouvert le problème de trouver un qualificatif adéquat pour définir le capitalisme contemporain. Mais les problèmes de sémantique sont d'ordre mineur. Le vrai problème est de parvenir à une meilleure compréhension du capitalisme contemporain, de ses contradictions, de ses tendances à long terme et c'est à l'approfondissement de ce problème que Mandel a voulu apporter une contribution. Comme il l'explique dans la préface, le chapitre qu'il avait consacré à la période contemporaine dans son *Traité d'économie marxiste* ne l'avait pas satisfait pleinement. C'est pour cela qu'il s'est appliqué à structurer et à systématiser son analyse au cours de recherches dont il présente le résultat dans cet ouvrage copieux : plus de 1.300 pages dans l'édition de poche française.

Le but que Mandel s'est assigné rend parfois la lecture de l'ouvrage plus difficile que celle de son *Traité d'économie*. Sans tomber dans la vulgarisation, celui-ci était accessible à un public très large et ce fut une des raisons de son succès. Du fait même que le *Troisième âge* entend approfondir l'analyse des phénomènes fort complexes du capitalisme contemporain — et d'examiner par conséquent de façon critique les théories et appréciations déjà formulées — la compréhension de certains passages réclame un minimum de connaissances préalables. Ceci n'est pas un reproche car c'est seulement en se plaçant à ce niveau qu'il est possible de pousser plus loin la recherche nécessaire. Et cela ne doit pas décourager les lecteurs non-spécialisés. En poursuivant leur lecture, ils trouveront souvent matière utile à réflexion en arrivant aux chapitres qui abordent des domaines qui leur sont plus familiers : la révolution

technique, le réarmement, les multinationales, l'inflation permanente, pour ne citer que quelques exemples. Profanes et spécialistes y trouveront donc leur compte.

P.J.

Collection 10/18. Union Générale d'Éditions, Paris. 3 volumes de 448 pages chacun.

Connaître Lénine

par Marcel Liebman

« Lénine n'est pas théoricien ET homme d'action. Chez lui, cette distinction s'estompe et disparaît, se fond et se dépasse en une praxis qui réalise l'unité de la parole et du geste, de la pensée et de la pratique. Nul praticien n'a autant que lui la préoccupation de la théorie, nul théoricien n'a autant que Lénine le souci du concret ».

C'est en ces termes que Marcel Liebman caractérise Lénine en soulignant avec raison que le léninisme est tout sauf une théorie achevée, totale et totalisante. Conservant au marxisme ses caractères fondamentaux tout en adaptant ses modalités de réalisation à la situation russe, Lénine témoigne d'une volonté constante de donner à l'action sa signification totale.

C'est parce que Lénine a le sens du concret que les mots d'ordre, qu'il formule répondent toujours à la situation du moment et il les modifie aussitôt que ces conditions changent. Liebman le souligne en définissant l'attitude de Lénine dans les mois tumultueux qui précèdent la révolution d'Octobre : *« S'insérer dans le cours des événements, en deviner la portée, en jauger les possibilités et les exploiter, infléchir les premières estimations et les accentuer pour saisir au vol des occasions dont on ne sait si elles se reproduiront, pousser alors à l'accélération du rythme révolutionnaire et arracher ce qui peut l'être pour préparer de nouvelles conquêtes qui sont autant de consolidations de l'acquis : voilà ce que réalise Lénine en 1917 ».*

Il en va de même à toutes les étapes de la lutte que Lénine mène pour le socialisme : depuis le combat qu'il entame au début du siècle pour la création d'un parti révolutionnaire répondant aux exigences spécifiques du moment jusqu'à celui qu'il poursuit après la victoire d'Octobre dans les conditions difficiles de la Russie de l'époque.

Le mérite de ce petit livre très dense est de le montrer en même temps qu'il rappelle dans quel cadre Lénine développa son combat opiniâtre pour le socialisme.

P.J.

Collection Marabout Université. Un volume de 256 pages.

L'URSS au second souffle

par Jean-Marie Chauvier

Cet ouvrage ne vise pas à présenter une analyse exhaustive de la société soviétique mais à analyser les fondements et les mécanismes de l'économie planifiée en U.R.S.S. et à en dégager les tendances de développement dans un langage accessible aux militants ouvriers. Il reprend en effet pour l'essentiel les articles que son auteur a publiés dans ce but dans le *Bulletin de la Fondation André Renard*.

Un séjour de cinq années à Moscou a permis à Jean-Marie Chauvier d'acquérir une connaissance assez large de la réalité soviétique et il l'a entretenue par la suite en lisant les publications spécialisées éditées en U.R.S.S. Son étude s'appuie donc sur une documentation solide.

Chauvier expose d'abord, de façon volontairement didactique, les concepts et les structures de l'économie soviétique. Il aborde ensuite le « pourquoi » et le « comment » et les résultats de la réforme économique de 1965-70, examine les aspects sociaux de cette politique (emploi, salaires, formation et participation des travailleurs) et for-

mule enfin diverses réflexions sur les choix de société contenus dans la politique économique.

Cette politique a obtenu des résultats dont les chiffres permettent de mesurer d'ampleur : « Entre 1958 et 1965, plus de 5.500 grandes entreprises industrielles ont été mises en service, soit le double des fonds fixes dont disposait l'industrie avant cette date. Autant dire qu'« une seconde Union soviétique » industrielle est née en sept ans, produisant environ la moitié de tout ce qui avait été produit tout au long de son histoire ».

Les méthodes qui permirent d'atteindre de tels résultats ont toutefois des limites. A partir d'un certain point, les rythmes de croissance se sont ralentis. Comme Chauvier le note : « A bien des égards, c'est d'avoir trop grandi que l'U.R.S.S. se sent « à l'étroit ». Cette crise de croissance a mis en lumière des entraves à l'effi-

cacité et, finalement, à la croissance elle-même qui ont entraîné une remise en question des méthodes de gestion. Tel est le sens et le but de la réforme économique décidée en 1965 dont la mise en œuvre suscite à son tour maints problèmes, il suffit de lire les rapports présentés par Brejnev et Kosyguine aux congrès du PCUS pour le constater.

Tout cela, les spécialistes le savent mais il n'en va pas toujours de même du grand public. A ce titre, l'étude de J.-M. Chauvier est utile parce qu'elle fournit des indications intéressantes sur « la bataille de l'efficacité » engagée en Union soviétique.

P.J.

Jean-Marie Chauvier. *L'URSS au second souffle. Bilan et réformes de l'économie planifiée soviétique*. Editions de la Fondation André Renard, 9/11, Place St. Paul, Liège. Un volume de 176 pages, 250 FB.



**les
Bons d'épargne
CGER 
ça rapporte!**

CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

Revue



Le bulletin de la Fondation André Renard

(deux livraisons)

Le N° 70 du Bulletin de la FAR (juin 1976) fournit, comme à l'acoutumée, quelques documents importants, mais pas seulement des documents.

En effet, en plus du tableau des résultats des élections sociales de l'an dernier (avec un essai de comparaison par rapport à 1971), en plus de la déclaration (mal connue) adoptée par la Confédération européenne des syndicats lors de son congrès de Londres, le Bulletin de la FAR publie une analyse fort intéressante de Louis Tordéurs sur « Structures industrielles et structure des exportations », vue au niveau régional et provincial. Cette analyse confirme le diagnostic de déclin structurel de l'économie wallonne : concentrée sur deux ou trois secteurs industriels à croissance relativement lente, la structure industrielle wallonne apparaît dangereusement vulnérable.

Signalons aussi, dans cette même livraison, une interview du juge français *Patrice de Charette*, membre du syndicat de la magistrature, et qui évoque l'attitude du patronat français face au drame quotidien des accidents du travail.

Toutes les statistiques disponibles sous-estiment systématiquement la mesure de la concentration des revenus ou de la fortune

car elles ont pour base des statistiques fiscales qui n'englobent pas les citoyens les plus défavorisés. Cependant, même ces statistiques, qui sous-estiment la concentration des revenus et de la fortune, font apparaître une énorme concentration au profit d'une poignée de privilégiés. Roger Piette, dans le n° 68/69 (avril-mai 1976) du Bulletin de la Fondation André Renard, démontre, chiffres largement à l'appui, la nécessité d'une réforme démocratique de notre système fiscal.

Le même numéro comprend une intéressante étude de Jacques Genen, « *Licenciement et chômage* ».

La rubrique « Syndicalisme international » rend compte de la marche du mouvement syndical néerlandais vers son unité. On trouvera aussi, outre les rubriques habituelles, le texte intégral de la note commune F.G.T.B.-C.S.C. pour la réunion tripartite sur l'emploi du 24 mai 1976 ainsi qu'un premier compte rendu du colloque « *La Wallonie et la crise, un défi pour la gauche* » tenu le 9 mai dernier à Namur par les quatre revues : « Cahiers Marxistes », « Revue Nouvelle », « Socialisme » et « Bulletin de la F.A.R. », et enfin une analyse par Valmy Féaux du décret de mars sur l'éducation permanente et la promotion socio-culturelles des travailleurs.

Ces deux numéros sont disponibles à la Fondation André Renard, Place St Paul, 9-11, 4000 Liège. Le numéro double : 80 F, le numéro ordinaire : 50 F, l'abonnement annuel : 350 F.

Les vacances sont terminées et l'automne s'annonce chaud.

Dans les combats et les débats de demain, les Cahiers marxistes entendent occuper leur place — une place modeste sans doute, mais au rayonnement croissant — celle d'une revue militante.

En les présentant sur les fonts baptismaux, en mars 1969, Jean Terfve écrivait des Cahiers marxistes qu'ils ne se voulaient pas « une sorte de moniteur des décisions de notre parti », mais bien une publication ouverte. Il indiquait comme tâches immédiates de la revue :

- « — contribuer, avec un esprit de responsabilité critique, à la clarification des problèmes non résolus du socialisme et du mouvement communiste international,
- » — rechercher les voies d'une politique internationale de notre pays libérée du poids de l'impérialisme et de l'acceptation des blocs militaires,
- » — centrer nos efforts sur la détermination des conditions et des modalités de l'instauration du socialisme en Belgique, en partant des hypothèses les plus vraisemblables de sa réalisation, de la considération des étapes intermédiaires possibles, de la nécessité des alliances avec les diverses forces antimonopolistes. »

Cette conception du rôle de la revue n'a cessé d'être la nôtre. Demain comme hier, les Cahiers marxistes donneront à lire non seulement l'opinion du parti communiste sur des problèmes auxquels ses organes dirigeants ont apporté une réponse collective, mais aussi — sur des problèmes ouverts — l'opinion de communistes qui mènent une recherche n'engageant pas forcément leur parti, et l'opinion de progressistes qui se situent notoirement en dehors du PCB. Bien entendu, les CM poursuivront l'organisation de débats et tables rondes.

Abonnement annuel ordinaire : 400 F.

Abonnement annuel pour les moins de 25 ans : 200 F.

Abonnement de soutien : à partir de 500 F.

A verser au CCP N° 000-0188745-80 de la Fondation J. Jacquemotte, avenue de Stalingrad, 18-20 — 1000 Bruxelles.

LE MOIS PROCHAIN : UN NUMERO SPECIAL

**L'UNIVERSITE,
UNE CRISE DANS LA CRISE**

Réalisé par une équipe de militants — chercheurs, enseignants, étudiants — engagés dans le combat pour la démocratisation de l'enseignement supérieur, ce numéro spécial fournit une analyse de la situation faite à l'université depuis l'indépendance de la Belgique, montre pourquoi et comment cette université constitue un terrain et un enjeu de la lutte des classes, indique pourquoi il appartient au mouvement ouvrier tout entier de défendre l'université et la recherche scientifique, en leur donnant un contenu et des finalités démocratiques.

Parmi les thèmes traités :

Visage et fonction de l'université de papa — quelle « rénovation universitaire » ? — la loi de 1971, du mythe à la réalité — la recherche scientifique, pour quoi faire ? — les marchands au temple du savoir — la population de l'enseignement supérieur — l'austérité en marche — université et lutte de classes — faire de l'enseignement supérieur un axe politique de lutte vers un pouvoir antimonopoles — la démocratie « jusqu'au bout »...

Un numéro spécial — en volume et qualité.

Passez-nous commande dès aujourd'hui !

Auteur-éditeur responsable et correspondance :

Rosine Lewin / rédacteur en chef
Avenue de Stalingrad, 18-20, 1000 Bruxelles